

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye Géopolitique et stratégie

N° 31 du 18.07.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Pepe Escobar : Que se passe-t-il vraiment en Libye ?

1-2 Thierry Portes : Voyage dans les villes fantômes de Libye.

1-3 Manlio Dinucci : Rapine à main armée à Tripoli.

1-4 Mario Franssen : Mission d'observation à Tripoli.

1-5 Tu viens avec nous en Libye? Evidemment!

1-6 Mario Franssen : Les amis louches de l'Otan.

1-7 Retour de Libye de Gilles Munier.

1-8 Interview d'Ali al-Ahwal, coordinateur du Forum des tribus.

1-9 Thierry Meyssan : Tripoli bombardé ne faiblit pas.

1-10 Gilles Munier : Dans Tripoli martyrisée.

1-11 Ginette Hess Skandrani : Qui sont les rebelles de Bengazi ?

1-12 Kharroubi Habib : Une réclamation qui vaut aveu.

2 Annexe

2-1 Tripoli , Damas , la " répression " et le Traité Européen .

2-2 Pierre Mellet : Comment la structure rituelle du Journal télévisé formate nos esprits.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Pepe Escobar : Que se passe-t-il vraiment en Libye ?

Sous l'épais brouillard de la guerre, la tragédie en cours en Libye se transforme en une guerre de sigles qui dépeint graphiquement les confuses "douleurs de l'enfantement" du nouvel ordre mondial qui se dessine.

D'un côté il y a l'OTAN, l'organisation du traité nord atlantique) et LA (la ligne Arabe) ; de l'autre l'Union Africaine (UA) et le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). On peut aussi dire que l'occident atlantiste et ses alliés arabes dans la contre-révolution se retrouvent contre l'Afrique et les pouvoirs économiques émergents de la planète.

Des mensonges, des mensonges et encore des mensonges

On a entendu beaucoup de grognements en provenance du Congrès étasunien à propos de la Libye -qui concernaient des aspects techniques de la loi sur les pouvoirs de guerre (War Powers Act). En deux mots, les législateurs étasuniens ont refusé jusqu'à présent d'autoriser ce qui ressemble comme deux gouttes d'eau à une guerre (mais qui selon la Maison Blanche n'est pas une guerre). Ils refusent de voter des fonds pour un investissement plus important des USA dans cette aventure de l'OTAN ; mais les fonds continueront d'affluer quand même.

Les contorsions sémantiques concernant la tragédie libyenne ont déjà largement dépassé le niveau habituel, et elles laissent à penser qu'en réalité les drones étasuniens vont continuer à se joindre aux avions de combat de l'OTAN pour bombarder les civils de Tripoli.

A part Vijay Prashad de Trinity College dans le Connecticut, peu de gens en Occident ont remarqué ce que le premier ministre chinois Wen Jiabao a dit de tout cela. Dans un article d'opinion du Financial Times du 23 juin intitulé "*Comment la Chine projette de renforcer la reprise mondiale*" Wen a déclaré que la Chine était prête à exercer son pouvoir politique dans MENA (Moyen Orient/Afrique du nord) par l'intermédiaire des BRICS. Beijing n'est pas particulièrement content d'avoir été obligé d'abandonner ses importants investissements énergétiques en Libye -plus de 30 000 ouvriers ont été évacués en seulement deux jours ; il veut demeurer un acteur central quoiqu'il arrive en Libye.

Le ministre russe des affaires étrangères, de son côté, a déjà souligné que "*la destruction physique de [Mouammar] Kadhafi et de sa famille soulève de sérieux doutes*". La fille de Kadhafi, Aisha, fait un procès à l'OTAN à Bruxelles pour le meurtre de sa fille, Mastoura, son frère et les autres petits-enfants de Kadhafi.

Donatella Rovera, une conseillère de crise d'Amnistie Internationale bien connue, a dit qu'après avoir enquêté pendant trois mois en Libye, elle n'avait trouvé aucune preuve que les troupes libyennes avait commis des viols massifs (bien que ce soit un fait avéré pour la *Cour Criminelle Internationale*).

Amnistie n'a pas non plus trouvé de preuves que des mercenaires d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale combattent les "rebelles". Selon Rovera, ceux qui ont été présentés aux journalistes comme des mercenaires étrangers ont été ensuite discrètement relâchés.... La plupart étaient des immigrants sub-sahariens qui travaillaient en Libye sans papiers. Certains d'entre eux ont toutefois été lynchés voire exécutés. La Cyrénaïque a toujours fait preuve de racisme envers les Africains noirs.

Les civils ont été bombardés à la fois par l'armée libyenne et par l'OTAN. Pourtant il n'y a aucune évidence que les forces aériennes libyennes aient bombardé massivement les villes "rebelles" ; et pas d'évidence non plus d'assassinats massifs de civils comparables à ceux de Syrie ou du Yemen. Bref, le régime de Kadhafi s'est peut-être livré dans le passé à la répression brutale de toutes sortes d'oppositions mais il n'a pas commis de génocide. Cela enterre les arguments des faucons humanitaires en faveur de la guerre six pieds sous terre.

L'hypocrisie règne. La Cour Criminelle Internationale accuse Kadhafi et son fils Saif al-Islam -celui qui était le chouchou de l'Ecole d'Economie de Londres- et le tsar des services secrets Abdallah al-Senoussi de "crimes contre l'humanité" alors que l'odieuse dictature de Burma/Myanmar et les al-Khalifa du Barhein ne sont pas le moins du monde inquiétés.

Dans le doute, balkanise

Il faut être une petite souris dans les halls immenses de l'OTAN près de Bruxelles, pour voir à quel point l'essaim de bureaucrates militaires qui y bourdonne est imperméable à la réalité. L'OTAN continue de croire qu'il a "gagné" la guerre contre Slobodan Milosevic ne bombardant la Serbie pendant 78 jours en 1999. Ce qui en fait a "gagné" la guerre c'est le fait que Milosevic ait perdu le soutien politique de la Russie.

Après plus de 100 jours de bombardements sur la Libye, avec 12 000 sorties et 2 500 objectifs, l'OTAN continue de prétendre qu'il "gagne". Bien sûr, exactement comme il "gagne" en Afghanistan.

Les éléments de langage dominant l'information dans le contexte d'une guerre sans merci de désinformation.

L'OTAN refuse d'admettre que la libération humanitaire de la Libye qu'il envisage passe par un changement de régime, ce qui n'est pas autorisé par la Résolution 1973 de l'ONU.

Les USA de leur côté ont déconnecté la télévision libyenne du satellite Arabsat -dont la Libye est un partenaire financier. Le nouveau représentant libyen à l'ONU n'a pas obtenu de visa étasunien. Cela signifie que seule l'équipe suspecte et disparate des "rebelles" a accès aux médias internationales de langue anglaise.

En dépit de "*la précision des bombardements*" si vantée, l'OTAN perd au moins un missile sur 10. Cela explique l'augmentation des "*dommages collatéraux*". Les objectifs ne sont pas seulement militaires ; ils sont de plus en plus économiques comme par exemple l'hôtel de la monnaie libyen qui imprime les dinars. Il n'y a pas de soulèvement national contre le régime. La Tripolitaine -la Libye de l'ouest- s'est ralliée à Kadhafi ; De toute évidence, il est considéré comme le défenseur du pays contre une attaque néo-coloniale étrangère. Quant à ceux de Benghazi qui croient que l'opportuniste, néo-napoléonien Nicolas Sarkozy les aime tant qu'il veut les "libérer" à coups de Rafales, ils sont considérés comme des gogos, sinon des traîtres. Les Djihadistes d'al-Qaeda d'Afrique du nord pour leur part s'amusent comme des fous à manipuler l'OTAN pour arriver à leurs fins - se livrer de temps en temps à un lynchage ou une amputation traditionnelle dans l'endroit "libéré" de leur choix.

Le mélange d'arrogance et d'incompétence de l'OTAN mène inévitablement à une balkanisation de la Libye -un scénario que le site Asia Times avait prédit. Considérant que presque deux millions de fusils mitrailleurs ont déjà été distribués à la population et que l'OTAN va finir par intervenir sur le terrain -la seule manière d'obtenir une "victoire" décisive- on peut s'attendre à des combats de rue très meurtriers.

Un nouveau protectorat de l'OTAN

La Libye est déjà un cas d'école de pillage néo-colonial post-moderne.

La "victoire" de l'OTAN signifie en réalité que la Cyrénaïque deviendra une république indépendante -même si les "rebelles" préféreraient restaurer la monarchie (le candidat peut à peine cacher son impatience à Londres). Il se trouve que c'est aussi ce que l'Arabie Saoudite et le Qatar -les principaux adeptes du changement de régime- veulent.

Le futur émirat "indépendant" de l'est libyen a déjà été reconnu par quelques pays, dont la France de Sarkozy. Rien d'étonnant à cela ; il est déjà considéré comme un protectorat de l'OTAN. Le très douteux conseil de transition ne veut même pas qu'on connaisse ses membres -des transfuges opportunistes, des recrues des services secrets des USA, des religieux liés aux Djihadistes.

De plus des milliards de dollars d'actifs libyens ont déjà été saisis -illégalement- par les USA et l'Union Européenne. Et le Qatar est en train de vendre une partie de la production nationale du pétrole libyen. Cette guerre de l'OTAN qui ne dit pas son nom n'a absolument rien à voir avec RdP (responsabilité de protéger), le nouvel évangile des faucons humanitaires qui font marcher le droit international sur la tête. Les civils ne sont pas protégés mais au contraire bombardés à Tripoli. Il y a un problème de réfugiés -la conséquence directe de la guerre civile. Malgré les supplications répétées de la Turquie et de l'UA, les faucons humanitaires ne se sont même pas donné la peine d'organiser un corridor humanitaire vers la Tunisie et l'Egypte.

La seule manière de s'en sortir est un cessez le feu qui mette l'OTAN hors jeu. Le contrôle sur le terrain serait confié aux casques bleus de l'ONU -composés de préférence d'Africains. L'Occident n'a absolument aucune crédibilité comme médiateur ; les Africains seraient les premiers à s'y opposer. Donc il resterait la ligue arabe et l'Union Africaine.

La ligue arabe est pro-Benghazi. En fait un vote arabe truqué (seulement 9 des 22 pays ont voté, et sur ces 9, 6 font partie du club des contre-révolutionnaires du Golfe connu aussi sous le sigle CCG), manipulé par l'Arabie Saoudite, a permis l'approbation arabe de ce qui est devenu la résolution 1973 ; en fait c'était un marchandage en échange duquel la Maison de Saoud** a eu les mains libres pour réprimer les manifestations pro-démocratiques du Barhein comme Asia Times l'a relaté. (Voir Exposed : The US/Saudi deal, sur le site Asia Times, 2 avril). L'Union Africaine a été dédaignée avec constance par le consortium Anglo-Franco-Etatsunien du changement de régime -même après qu'elle ait obtenu l'engagement de Kadhafi de négocier. L'UA se réunit à nouveau ce jeudi en Guinée équatoriale. Le président de la commission de l'UA pour la Libye -le Président de la Mauritanie, Mohamed Abdel Aziz- a déjà dit officiellement que Kadhafi "*ne peut plus gouverner la Libye*" - ce qui est un pas en avant considérable pour l'UA.

Mais cela ne signifie pas que l'UA -à la différence de l'OTAN et des "rebelles" veut un changement de régime tout de suite. Le départ de Kadhafi devra être la conséquence naturelle de négociations circonstanciées. En un mot, l'UA a un plan pour solutionner le problème ; l'OTAN a des bombes. Et les BRICS, surtout la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud préfèrent la stratégie de l'UA.

Il faut pourtant s'attendre à ce que le consortium USA/OTAN se batte à mort. Pour des raisons évidentes -toutes en lien avec la doctrine éternelle et immuable de la domination absolue à quoi s'ajoute une intrigue secondaire, le nouveau concept stratégique de l'OTAN adopté à Lisbonne en novembre 2010 (voir Welcome to NATOstan sur le site Asia Times, 20 novembre 2010).

La définition de l'OTAN du mot "gagner" implique que Benghazi devienne le nouveau Camp Bondsteel -le plus grand camp militaire étatsunien d'Europe qui se trouve être en même temps l'état "*indépendant*" qui porte le nom de Kosovo. La Cyrénaïque est le nouveau Kosovo. C'est le règne de la balkanisation.

C'est un scénario de rêve pour le couple OTAN/Africom***. Africom obtient la base africaine qu'il désirait tant (le quartier général actuel est à Stuttgart en Allemagne) après avoir participé à sa première guerre africaine. L'OTAN avance son projet primordial de faire de la Méditerranée le lac de l'OTAN. Après l'Afrique du nord il ne restera plus autour de la Méditerranée que deux gêneurs à "éjecter" : la Syrie et le Liban. Le nom de ce jeu n'est pas Libye, c'est *Longue Guerre*.

Notes :

*En Anglais R2P :responsability to protect

** Saoud ben Abdelaziz Al Saoud (12 janvier 1902 - 23 février 1969), fils de Abdelaziz ben Abderrahman Al Saoud, le fondateur de la dynastie saoudienne, et de Wadhba, est roi de l'Arabie saoudite de 1953 à 1964.

***Le Département de la Défense des États-Unis a décidé de créer un commandement unifié pour l'Afrique (United States Africa Command), dont l'acronyme est USAFRICOM ou AFRICOM et qui est destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des États-Unis sur ce continent. Il a commencé à fonctionner le 1er octobre 2008. Son baptême du feu pour des opérations de grande ampleur a eu lieu en mars 2011 lors de l'application de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye.

* Pepe Escobar est l'auteur de *Globalistan : How the Globalized World is Dissolving into Liquid War* (Nimble Books, 2007) et *Red Zone Blues : a snapshot of Baghdad during the surge*. Son dernier livre vient de sortir ; il s'appelle : *Obama does Globalistan* (Nimble Books, 2009).

On peut le joindre à pepeasia_AT_yahoo.com.

mercredi 6 juillet 2011 - 06h:29

Pepe Escobar -

30 juin 2011 - Asia Times - Pour consulter l'original :

http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/MF30Ak02.html

Traduction : Dominique Muselet

http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/MF30Ak02.html

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10854

1-2 Thierry Portes : Voyage dans les villes fantômes de Libye.

Yefren, Gualich, Aweinya, Zawit Bagoul, Ryana...

La liste des villes fantômes s'allonge dans le Djebel Nefousa, à mesure de l'avancée des rebelles sur ce plateau collé à la frontière tunisienne, au nord-ouest de la Libye. Curieux spectacle, sans équivalent ailleurs dans ce pays en guerre depuis plus de quatre mois, que ces localités, vidées précipitamment de leurs habitants, qui ont fui, la peur au ventre, tantôt les troupes de Kadhafi, tantôt celles de la rébellion.

Traverser les rues désertes d'Aweinya vous rappelle une visite à Pompéi. Les 15.000 habitants de cette bourgade noyée sous le soleil ont tout laissé derrière eux. Le coiffeur n'a pas pris soin de balayer les cheveux qui traînent sur le sol carrelé de sa boutique. Les peignes sont là, disposés devant les glaces et les deux fauteuils noirs semblent attendre d'être réglés à la taille du prochain client. Quelques rues plus loin, le mécanicien a laissé en plan ses outils et nombre de pièces de rechange. Passent quelques chiens morts de soif et des poules en piteux état. Pas un souffle de vent, peu d'ombre, pas un bruit.

Au hasard des maisons visitées, le spectacle change de nature: elles ont toutes été saccagées ou pillées. Entre les amoncellements de matelas, de jouets d'enfants, de vêtements épars, les cadres où figuraient les photographies en noir et blanc des ancêtres ont été brisés. Les posters de Kadhafi ont été déchirés en mille morceaux. Sur le mur d'une habitation, les combattants victorieux ont signifié leur haine du dictateur, et fièrement apposé la signature de leur ville - Nalut, Yefren, Zenten -, comme pour témoigner de l'union du Djebel Nefousa contre les «traîtres» demeurés fidèles au Colonel honni.

«*Jamais les gens d'Aweinya ne reviendront*», assure notre chauffeur qui, comme tout habitant de Zenten, avoue détester ceux qu'on appelle les Michachya. On entre ici de plain-pied dans les ancestrales bisbilles entre montagnards. Il y a plusieurs siècles, venue du désert, la tribu bédouine des Michachya a poussé ses chèvres dans le Djebel Nefousa, puis s'est installée, non loin de Zenten, à Aweinya. Les gens de Zenten, qui possédaient toutes les terres alentour, ont, de leur cité perchée, regardé de haut ces nouveaux venus à la recherche de quelques lopins de terre. Le machiavélique dictateur libyen d'origine bédouine s'est efforcé durant quarante-deux ans de diviser pour mieux régner en soutenant, administrativement et financièrement, ceux d'Aweinya contre ceux de Zenten.*[tout est bien sûr de sa faute. Diviser pour mieux régner, tiens, l'Otan y penser...]*

Règlements de comptes

Cette guerre civile a permis de régler les comptes. Les Michachya, qui ont accueilli et soutenu les troupes de Kadhafi, sont partis avec elles. En face d'Aweinya, le hameau rural lové entre les oliveraies de Zawit Bagoul, est également désert. Les quelque 5000 Michachya qui y vivaient sont, eux aussi, retournés dans le désert, au sud, ou partis en Tunisie ou vers Tripoli. Où qu'ils soient, sans doute, rêvent-ils sous leurs abris de fortune de prendre leur revanche, si les troupes de Kadhafi parviennent, ce qui paraît aujourd'hui peu probable, à les ramener chez eux.

À Yefren, la ville berbère plantée en haut d'un pic rocheux à l'est du Djebel Nefousa, le retour à la maison n'est qu'une question de temps. Aujourd'hui, seule une petite centaine d'hommes occupent cette ville où vivaient il y a quelques mois encore 20.000 à 30.000 personnes. Tout le monde a fui, quand les troupes de Kadhafi ont, après deux tentatives infructueuses, pris leurs quartiers au centre de cette cité qui, malgré les destructions, a conservé son charme. Les familles se sont réfugiées dans les villages alentour ou en Tunisie. Le 2 juin dernier, les combattants berbères ont libéré Yefren. Mais l'électricité n'est toujours pas totalement revenue et l'eau, l'essence et la nourriture arrivent chichement par camions de Tunisie. «Nous allons voir nos familles là-bas, et nous leur

disons d'attendre encore», explique Kamel, qui regrette que la situation ne s'améliore que si lentement. Des patrouilles de rebelles arpentent les rues désertes et veillent sur les maisons demeurées vacantes. Une présence est assurée, à des horaires variables, dans un bâtiment où se croisent parfois les représentants de cette municipalité. L'antenne locale de la rébellion du Djebel Nefousa a ouvert non loin. On peut, à pied, se rendre aussi à l'hôpital d'une cinquantaine de lits qui, lui, n'a jamais cessé de fonctionner, grâce à son générateur. Il n'a pas souffert de l'occupation des forces du régime et soigne encore une dizaine de combattants, dont trois soldats de Kadhafi. «L'autre jour, se lamente cependant le docteur Mohamed Abudia, on a eu deux coupures d'électricité pendant une opération.»

Entre Yefren et Zenten, le hameau de Ryana, divisé en deux gros bourgs où vivaient avant guerre quelque 20.000 personnes, est un autre exemple de cité fantôme du Djebel Nefousa. Un peu plus complexe, car la population s'est divisée, quasiment à part égale, entre supporteurs de Kadhafi et partisans de la rébellion. Unique personne rencontrée ce jour-là à Ryana, Abdelassin Massaout arbore les couleurs de la rébellion, sa kalachnikov posée sur le pas-de-porte de sa maison. Sa famille s'est réfugiée à Rujban. «*Les pro-Kadhafi sont partis à Tripoli*», assure ce quadragénaire édenté. «*Mais tout le monde va revenir*», ajoute-t-il. Tout le monde ? «*Bah oui, enfin, se reprend l'homme, tous ceux qui sont pour une Libye libre.*»

Thierry Portes

11/07/2011

<http://www.lefigaro.fr/international/2011/07/10/01003-20110710ARTFIG00206-voyage-dans-les-villes-fantomes-de-libye.php>

1-3 Manlio Dinucci : Rapine à main armée à Tripoli.

Que feriez-vous si une banque, à laquelle vous avez confié 100.000 euros pour les faire fructifier, vous communiquait qu'en une année ils se sont réduits à moins de 2.000 euros ?

C'est ce qui est arrivé à la Libye, d'après une enquête du Wall Street Journal. Après que les USA et l'Ue aient révoqué l'embargo en 2004, affluèrent en Libye des dizaines de banques et sociétés financières étasuniennes et européennes. Parmi lesquelles Goldman Sachs, une des plus grandes banques d'investissement du monde, dont le siège principal est à New York. Dans la première moitié de l'année 2008, l'Autorité libyenne d'investissement lui confia 1 milliard et 300 millions de fonds souverains (capitaux de l'Etat investis à l'étranger). La banque Goldman Sachs les investit dans un panier de valeurs et en actions de six sociétés : l'étasunienne Citigroup Inc., la banque italienne Unicredit et l'espagnole Santander, la compagnie allemande d'assurances Allianz, la compagnie énergétique française Electricité de France et l'italienne Eni. Un an après, Goldman Sachs communiqua à l'Autorité libyenne qu'à cause de la crise financière, le fonds libyen avait perdu 98% de sa valeur, les 1 milliard et 300 millions se réduisant à 25 millions de dollars. Les responsables de l'Autorité libyenne, furieux, convoquèrent à Tripoli le responsable de Goldman Sachs pour l'Afrique du Nord. La rencontre fut turbulente, si bien que Goldman Sachs évacua précipitamment ses employés de Tripoli, craignant qu'ils ne fussent arrêtés. Comme la Libye menaçait d'intenter un procès, qui aurait compromis la réputation de la banque aux yeux d'autres investisseurs institutionnels, Goldman Sachs lui offrit en dédommagement des actions privilégiées de la banque elle-même. Mais les Libyens étant à juste titre soupçonneux, l'accord ne fut pas signé. Restait ainsi ouverte la possibilité, redoutée par Goldman Sachs, que l'Autorité libyenne n'entreprit un procès international. Des cas analogues de « mauvaise administration de l'argent libyen » sont rapportés par une enquête publiée par le New York Times. Par exemple, la société Permal -unité de Legg Mason, une des principales sociétés de gestion d'investissements, dont le siège est à Baltimore- a administré 300 millions de dollars de fonds souverains libyens, qui ont perdu 40% de leur valeur entre janvier 2009 et septembre 2010. En compensation, Permal a perçu 27 millions de dollars pour ses prestations. Même chose pour d'autres banques et sociétés financières, comme la hollandaise Palladyne, la française BNP Paribas, la britannique HSBC et le Crédit Suisse. L'Autorité libyenne menaçait d'entreprendre contre elles des actions judiciaires internationales, qui auraient endommagé l'image de ces « prestigieux » organismes financiers. Le tout s'est résolu de façon heureuse quand, en février dernier, Etats-Unis et Union européenne ont « congelé » les fonds souverains libyens. Leur « surveillance » a été confiée à ces mêmes banques et sociétés financières qui les avaient si bien gérés.

Et, du vol, on est passé à la rapine à main armée quand la guerre a commencé, en mars. A l'abri des chasseurs-bombardiers de l'OTAN, HSBC et d'autres banques d'investissement ont débarqué à Benghazi pour créer une nouvelle « Central Bank of Libya », qui leur permettra de gérer les fonds souverains libyens « congelés » et les nouveaux qu'ils tireront de l'exportation pétrolière. Cette fois, sans aucun doute, en obtenant de forts rendements.

Manlio Dinucci

5/7/2011

Edition de mardi 5 juillet 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110705/manip2pg/14/manip2pz/306147/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Commentaire de M-A.Patrizio

Voir aussi à propos du sort du fonds souverain libyen, l'article de T. Meyssan :

<http://www.voltairenet.org/a170056> , en particulier le (dernier) paragraphe :

Le grain de sable

[...]

Bien que le détail exact du montage imaginé par Dominique Strauss-Kahn pour créer cette nouvelle monnaie de réserve adossée aux Droits de tirages spéciaux du FMI soit secret, il apparaît que la Libye y jouait un rôle clé : à titre expérimental, c'est la Banque centrale libyenne qui la première avait décidé de fonder sa monnaie, le dinar, sur l'or et au delà sur les DTS. La chose est d'autant plus importante que la Libye dispose d'un fond souverain parmi les mieux dotés du monde (il est même un peu plus riche que celui de la Russie).

Or, en entrant en guerre contre la Libye, la France et le Royaume-Uni ont provoqué un gel théorique des avoirs non seulement de la famille Kadhafi, mais de l'État libyen. Pis, Paris et Londres ont dépêché des cadres de la banque HSBC à Benghazi pour créer une Banque centrale libyenne rebelle et tenter de s'emparer des avoirs nationaux. Sans que l'on sache si Nicolas Sarkozy et David Cameron se sont laissés emporter par l'ivresse de leur force ou ont agi sur instruction de leurs mandants à Washington, le fragile édifice élaboré par Dominique Strauss-Kahn s'est effondré.

Selon nos contacts à Tripoli, au moment de son arrestation, DSK partait à Berlin pour trouver une solution avec la chancelière Angela Merkel. Il devait ensuite partir avec un émissaire de Mme Merkel négocier avec des représentants du colonel Kadhafi —voire avec lui directement—. La signature du Guide libyen étant indispensable au déblocage de la situation.

On assiste désormais à une guerre financière d'une ampleur jamais égalée : alors que la situation économique des États-Unis vacille et que le dollar pourrait devenir rapidement une monnaie de singe, l'accord conclu au G8 et avalisé au G20, mis en œuvre par le FMI en coordination avec la Banque mondiale et les milieux bancaires internationaux dont DSK était le champion, est suspendu. La domination du dollar est intacte quoique plus que jamais artificielle ; ce dollar que les États émergents voulaient relativiser, mais sur lequel le complexe militaro-industriel israélo-états-unien assoit sa puissance.

Dans ce contexte que vaut l'honneur d'un homme ?"

1-4 Mario Franssen : Mission d'observation à Tripoli.

L'Association des Avocats et Juristes de la Méditerranée" a organisé les 12 et 13 juin une mission d'observation à Tripoli en Libye. Le but était de dénoncer l'intervention de l'OTAN. Des délégations de Tunisie, France, Grande-Bretagne, Maroc et Italie ont participé à la mission. En tant que partisan fidèle de l'OTAN, le gouvernement Belge – et par extension tout le parlement – a participé à l'offensive. Il était donc logique que des Belges se rendent également à Tripoli. La délégation était composée de Mohamed Hassan (spécialiste de l'Afrique), Michel Collon (journaliste), Frédéric Dahlmann et Mario Franssen (porte-parole intal).

Mario Franssen a interviewé Mohamed Hassan sur la situation en Libye.

Mohamed Hassan suit de près la situation en Afrique et en Libye. Il n'a donc pas hésité lorsqu'il a eu l'occasion de partir à Tripoli. Les trois jours qu'il a pu y passer l'ont éclairé quant à la réalité de la guerre à Tripoli et environs. C'était également une occasion unique pour lui de nouer des contacts avec l'importante communauté Africaine en Libye.

Mohamed Hassan : "Ce que l'on a pu voir à Tripoli m'a étonné. Le calme régnait dans la ville. Il n'y avait pas de militaires en vue, ni de rebelles. Le moral des Libyens était bon et ils comprennent parfaitement ce que désire l'OTAN. Ils nous ont expliqué que les rebelles sont en fait des bandes criminelles qui avec l'OTAN veulent voler les richesses Libyennes. Ils veulent donc protéger leur pays. Il est clair que Kadhafi a encore beaucoup de soutien parmi la population de Tripoli et des environs. Le représentant de quelques 200 clans a exprimé son soutien au gouvernement tout comme les 17 Soefi-Zawia, comparables avec les ordres religieux avec leurs abbayes dans la chrétienté. Kadhafi a également armé la population. Environ 2.000.000 Libyens ont reçu une Kalachnikov ainsi qu'une formation pour pouvoir l'utiliser. Ceci prouve que les autorités ne craignent pas leur propre population."

Lors de la conférence sur la guerre et les droits de l'homme, Mohamed Hassan a rencontré le président et le vice-président de l'Organisation Générale Africaine en Libye. Il nous raconte : "Tripoli est une ville très cosmopolite. Il ne faut pas oublier qu'avant la guerre, 1.000.000 Egyptiens, 850.000 Tunisiens, 500.000 Algériens et des centaines de milliers d'Africains noirs demeuraient en Libye. La grande communauté Africaine de Libye condamne l'agression de l'OTAN, et cela n'est pas étonnant. La Libye est un pays africain et les leaders Libyens ont une vue panafricaine comme la plupart des autres pays Africains. Les Africains du Soudan, Niger, Tchad.....que l'on a rencontré en rue nous ont confirmé ces dires. Ils n'ont pas besoin d'un permis de travail pour se mettre au boulot en Libye. Qu'il s'agisse du privé ou des autorités. Ils profitent de soins de santé gratuits et leurs enfants vont à l'école tout comme les enfants Libyens. Dans l'enseignement supérieur, la plupart des étudiants en dehors des Libyens sont des Soudanais."

La mère de l'Afrique

Mohamed Hassan : "Lors d'une des promenades à travers Tripoli, nous avons visité un souk. Nous avons bu du café avec quelques Soudanais propriétaires de magasins et ils nous ont raconté la même histoire. Pendant plus de 15 ans ils n'ont connu aucun problème en Libye. Ils font leurs achats en Chine et en Turquie. Le gouvernement ne prélève pratiquement aucune taxe à l'importation et ils n'ont pas non plus d'ennuis avec la bureaucratie. Ils sont mieux traités en Libye que dans leur propre pays. Pour eux la Libye est la mère de l'Afrique. La guerre a néanmoins changé beaucoup de choses. Par crainte des bombardements de l'OTAN, beaucoup d'Africains ont renvoyés femmes et enfants à la maison. Des 4.000.000 Africains qui travaillaient en Libye, beaucoup sont rentrés chez eux. Avec comme conséquence par exemple l'accumulation des détritrus dans les

rues de la ville. Les Africains qui restent en Libye sont aussi très critiques vis-à-vis de l'attaque de l'Otan. A cause de cette attaque, le pays est disloqué. L'OTAN soutient Al Qaeda qui fait partie des soi-disant rebelles dans l'est du pays. La Libye risque ainsi de devenir un port d'attache pour les extrémistes musulmans de toute la région. Ils expliquent clairement que, dans ces conditions, l'OTAN peut garder sa démocratie pour elle-même."

Les trois stratégies de l'OTAN

L'OTAN veut avoir la mainmise sur les richesses de la Libye. Tout sera donc fait pour déstabiliser le pays. Les Libyens en sont parfaitement conscients et distinguent 3 stratégies qui sont appliquées par les Etats-Unis et leurs alliés.

Mohamed Hassan : "Premièrement ils veulent créer un conflit interne entre les tribus. Cela se voit très clairement à Misrata. Les bandes armées y ont fait de l'épuration ethnique. Toutes les personnes non originaires de Misrata ont été terrorisées et ont dû quitter la ville. Cela vaut autant pour les Libyens que pour les étrangers.

Deuxièmement, des attaques sont organisées contre les Libyens noirs et les autres Africains noirs. C'est une autre façon de créer des problèmes internes parmi les Libyens. A Benghazi par exemple, 3 Somaliens ont été tués par les rebelles. Ceci n'est pas sans importance lorsque l'on sait que la région riche en pétrole autour de Brega est l'endroit où habitent principalement des Libyens 'noirs'. Si l'OTAN arrive à diviser le pays de cette manière, elle peut continuer à le déstabiliser, situation similaire au Darfour.

Pour conclure, l'économie Libyenne est fauchée. Les bombardements autour de Tripoli par exemple visent principalement les infrastructures et les cibles civiles. C'est surtout le développement du pays qui est paralysé. Les projets en cours en Libye se montaient de 70 à 100 milliards de dollars. Toutes les entreprises étrangères ont néanmoins quitté le pays et la main d'œuvre étrangère est également partie."

[Mario Franssen](#)

19 juin 2011

[Source : INTAL](#)

1-5 Tu viens avec nous en Libye? Evidemment!

[Mario Franssen](#)

29 juin 2011

Vendredi matin 18 mars 2011, mon radio réveil s'enclencha et j'eus directement droit à une interview avec le ministre des Affaires Etrangères Vanackere. Il trépignait d'impatience de pouvoir partir en guerre contre la Libye. Et malgré que les deux premiers points de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU appellent à une solution diplomatique, Vanackere ne parlait que du point 3 selon lequel 'toutes les mesures' sont permises. Il était donc très clair à quoi on pouvait s'attendre. Cela m'a rendu malade et j'ai juré.

La guerre me rend malade

Je ne sais pas ce que les gens ressentent lorsque l'on bat les tambours de guerre, mais moi j'en suis littéralement malade. Et quelques heures plus tard, après le débat au Parlement Belge, je ne me sentais pas mieux. Personne, je veux donc dire pas un seul membre du parlement, n'a voté contre ou s'est abstenu lors du vote sur le soutien de la Belgique à la guerre. Et cela alors que les membres de notre parlement ont l'habitude de palabrer durant des mois avant de prendre une décision et sont à ce jour occupés depuis plus d'un an à la formation d'un gouvernement.

Mercredi matin 8 juin, j'ai reçu un appel ... me demandant si je voulais aller en Libye. Comme le souligne Michel Collon : "chaque guerre est précédée par des média-mensonges", c'était donc une occasion unique d'aller m'en rendre compte sur place. Je n'ai donc pas hésité très longtemps, et vendredi 10 juin nous sommes partis avec 4 autres belges en direction de Tunis, en Tunisie. De là, nous avons continué le samedi matin avec 9 autres participants internationaux en direction de Tripoli, un voyage en car de 17 heures. Pendant 3 jours nous avons participé à une mission d'observation et à une conférence sur la guerre et les droits de l'homme sur invitation de l'"Association des Avocats et Juristes de la Méditerranée".

"Vas-tu soutenir Kadhafi ?", ai-je plusieurs fois entendu. J'ai fait partie de ce voyage afin de me rendre compte moi-même des conséquences des bombardements de l'OTAN sur Tripoli. Contrairement à Van Rompuy, Sarkozy, Berlusconi, Obama ou Verhofstadt, qui étaient honorés de serrer la main à Kadhafi lorsqu'il s'agissait de signer des contrats, je n'ai aucune affinité avec Kadhafi. Cela ne veut pas dire pour autant que je ne vais pas m'opposer à une guerre de l'OTAN qui défend uniquement les intérêts occidentaux. Surtout lorsque nous examinons le palmarès de l'OTAN. S'ils bombardaient vraiment pour défendre les droits de l'homme – ce qui me semble déjà une contradiction en soi – on peut alors trouver d'autres adresses comme l'Arabie Saoudite par exemple. Rappelons-nous l'histoire [du 'bon' et 'mauvais' Arabe](#) vers laquelle renvoie Mohamed Hassan lors de son interview avec Michel Collon concernant l'histoire de la Libye. Un bon Arabe se soumet aux intérêts occidentaux, contrairement au mauvais Arabe. Lorsque Kadhafi était en France il y a quelques mois, il faisait encore partie de la première catégorie, car il ne fut pas arrêté à l'Elysée, à présent il fait partie de la deuxième.

Le calme règne dans la zone de guerre

Alors que nous approchions de la frontière Tunisie/Libye, la tension augmenta dans le car. L'un des participants Tunisiens de la délégation reçut un appel. Al Jazeera annonça qu'il y avait des affrontements à Zawiyah, une ville située sur le chemin vers Tripoli. Après quelques minutes de discussion, il fut décidé de continuer notre chemin. Nous avons appris par la suite qu'un groupe de rebelles avait essayé d'occuper la ville, mais n'y était pas parvenu. Lorsque vers 3 heures du matin nous roulions à travers la ville, tout était très calme.

En chemin vers Tripoli, notre car fut quelques fois contrôlé par des policiers en uniforme. Nous n'avons aperçu ni char, ni matériel militaire lourd. A Tripoli également, tout était remarquablement calme. Pas de soldats ni de tanks dans les rues. Les bazars étaient agréablement animés. De petits bus de transport faisaient des allers-retours et les gens étaient à la plage. Pas tout à fait une situation de guerre comme je me l'étais imaginée. En tout cas, pas une ville qui pourrait tomber à chaque moment, comme nous le fait croire l'OTAN lorsqu'ils parlent de [la période post-Kadhafi](#). Pourtant, les habitants de Tripoli avaient quand même peur. La ville est régulièrement bombardée et ils peuvent donc en être victime à chaque instant.

L'OTAN part en guerre

Pendant 3 jours, nous sommes restés à Tripoli et nous pouvions nouer des contacts. Entre les conférences et les visites organisées, nous nous sommes rendus seuls en ville en reconnaissance. Les réactions des gens avec lesquels nous parlions étaient toujours les mêmes. Aussi bien le représentant des clans en Libye, la communauté africaine en Libye, les propriétaires de magasins, les étudiants et l'homme de la rue nous ont confirmé leur soutien au gouvernement. Tous condamnaient l'attaque de l'OTAN qui n'est là que pour « voler les richesses Libyennes ». Et malgré qu'un certains d'entre eux étaient également critiques vis-à-vis du gouvernement, ils n'encensèrent pas pour autant les rebelles qu'ils qualifient unanimement comme : "Al Qaeda, maffieux, opportunistes, ...". Depuis le début, il s'agit d'une rébellion armée qui a commencé en Occident. Ils n'ont aucune confiance dans les leaders de la rébellion qui ont combattu en Afghanistan contre l'occupation des Etats-Unis, ou dans des opportunistes qui se trouvaient auparavant dans le gouvernement et qui font tout à coup volte-face. Au même moment, ils nous mettent en garde - nous Européens - du fait qu'en cas de victoire des rebelles, la Libye deviendrait un pôle d'attraction pour les extrémistes religieux, du Mali au Soudan. L'Europe ne doit pas s'étonner que de cette 'nouvelle' Libye, des attentats soient planifiés contre l'Europe. La Libye va être tiraillée entre des guerres de clans, entre Arabes et Africains. Le développement du pays et de toute l'Afrique du Nord sera miné. La Libye s'oriente plus vers l'Afrique que vers le monde Arabe et les 4.000.000 d'étrangers en Libye ont généré jusqu'au début de la guerre, des ressources pour les pays voisins. Ils nous ont mis en garde contre la "Somalisation" de la Libye, ce qui finalement déstabilisera toute la région.

L'OTAN avait espéré que le régime libyen s'écroulerait de l'intérieur. L'Occident savait probablement que les ministres de la Justice, des Affaires Etrangères et Intérieures, et d'autres diplomates retourneraient leurs vestes. Néanmoins, le gouvernement tient toujours bon et l'OTAN se retrouve avec un fameux problème. A Tripoli, les gens nous ont confirmé que la population avait été armée. On parle de 2.000.000 armes qui ont été distribuées. Ce ne sera donc pas évident pour l'OTAN de contrôler Tripoli. Sûrement pas s'ils ne comptent que sur les rebelles, qui ne font plus aucune avancée depuis des semaines et ce malgré l'aide des bombardements de l'OTAN.

Cibles civiles et infrastructure

Sur ces 3 jours, nous avons pu visiter l'ancien centre de la ville, l'Académie, La Place Verte, le Bab Al Azizia et la maison bombardée du fils de Kadhafi. Chacune de ces places est une cible ou peut en devenir une, pour l'OTAN. Dans le centre ville, nous avons visité tous les jours le souk et avons discuté avec les commerçants. Quelques jours plus tard un autre souk fut bombardé. Nous avons également visité l'Académie. Des étudiants y suivent une formation afin d'obtenir un master ou un doctorat en langues ou en sciences. Le même jour, l'OTAN bombardait l'université de Al Fatah à Tripoli. Lors du bombardement du 30 avril sur la maison de Saif Al-Arab, le fils de Kadhafi ainsi que trois de ses enfants sont morts. En 1986, les Etats-Unis ont bombardé Bab Al Azizia, la résidence de Kadhafi. Aujourd'hui c'est une place centrale où les Libyens viennent montrer leur soutien au gouvernement. On y trouve de nombreuses familles et des étrangers venus de toute l'Afrique. Depuis le début de la guerre, le 19 mars, cette place a été déjà bombardée à trois reprises.

Il apparaît que l'OTAN bombarde des cibles civiles et des infrastructures à Tripoli, ce qui est illégal, même selon la résolution 1973. Les Tripolitains n'en sont pas pour autant découragés et s'opposent encore plus fort contre l'OTAN. Sur la Place Verte centrale, peu après notre départ - le 17 juin (4 mois après le début de la rébellion) - des centaines de milliers de Libyens se retrouvèrent pour exprimer leur soutien au gouvernement. Ce qui fit dire au journaliste de la chaîne CNN "[... this crisis in Libya isn't ending any time soon](#)".

Le Hold-up du siècle

Avec les participants à la conférence nous avons eu le temps d'analyser les enjeux de la guerre et d'échanger nos opinions. L'indépendance de la Libye, qui n'a pas d'emprunt auprès de la Banque Mondiale ou du FMI, exaspère l'Occident. Ce que je ne savais pas c'est que la Libye possède plus de 143 tonnes d'or (valeur de +/- 4,8 milliard d'euro). Une quantité non négligeable dans des temps de crise financière. Cette attaque de l'OTAN s'avère ainsi être le hold-up du siècle. La Libye est également la force motrice pour l'établissement d'une banque Africaine de développement et à plus long terme, elle pense aussi à une monnaie unitaire Africaine. Ce n'est pas pour rien que la Libye est appelée la mère de l'Afrique. La guerre devient donc une nouvelle guerre coloniale qui menace l'indépendance des pays Nord-africains et menace par extension toute l'Afrique. N'oublions pas que l'Afrique est un continent très riche. Étant donné que les relations entre la Libye et le reste de l'Afrique sont très solides, il est logique que la Libye reçoive à ce titre l'aide des pays voisins. C'est ainsi qu'il y a des allers-retours de camions entre la Tunisie et la Libye. Il en est de même avec l'Algérie et le Niger.

Tout le monde était d'accord pour dire que l'Occident convoite aussi le pétrole (9e au monde sur le plan des réserves avérées), le gaz (23e) et l'uranium. Dans le même temps, l'intervention militaire menace aussi les

révoltes populaires en Tunisie et en Egypte. Il était clair pour tout le monde que la rébellion en Libye n'est pas comparable avec ces révoltes et veut obtenir exactement le contraire. L'occident veut à tout prix éviter un front indépendant « Tunisie-Libye-Egypte ». Cela menacerait leurs intérêts géostratégiques dans la région. Le canal de Suez doit rester accessible et Israël ne peut être menacé.

Et enfin encore ceci : n'oublions pas que la Libye est un des nombreux pays qui coopère actuellement avec la Chine, l'Inde, le Brésil,.... Le monde unipolaire, dans lequel les Etats-Unis déterminent ce qui se passe dans le monde, est en train de changer vers un monde multi-polaire. La crise économique touche surtout l'occident et la force économique des Etats-Unis s'en trouve défiée. Obama fait donc tout ce qu'il peut pour ne pas perdre la position dominante des Etats-Unis. Néanmoins il apparaît qu'il y a à présent un vent contraire. Aux Etats-Unis, une dizaine de membres du congrès contestent la légalité de cette guerre. A l'intérieur de l'OTAN, les oppositions augmentent du fait que la guerre se prolonge plus que prévu et que l'addition, surtout pour la France, augmente considérablement. Pour la Belgique le problème n'est apparemment pas le même. De Crem vient d'annoncer que la Belgique pourra honorer son engagement en Libye pendant une durée indéterminée, même si la facture s'élève déjà à 5.000.000 euro par mois.

Alors « diplomatie » quand-même ?

Il apparaît que ce que notre ministre Vanackere et nos parlementaires n'ont jamais voulu, est quand même en train d'arriver. Comme les articles 1 & 2 de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU le demandent, des initiatives diplomatiques émergent de partout afin de mettre un terme à la guerre. [Il y a déjà des contacts entre les autorités Libyennes et les rebelles](#). La Russie demande depuis longtemps de laisser faire le travail diplomatique ; Amr Mousa de la Ligue Arabe appelle à un cessez-le-feu et à une solution politique. « Last but not least », Groen ! demande un-cessez-le-feu temporaire. Ils s'inspirent peut-être des déclarations de Robert Gates, ministre de la Défense des Etats-Unis, sur la guerre en Afghanistan : « Cette sorte de guerre se termine généralement par des pourparlers ». On peut douter du fait que l'Occident et les rebelles vont s'inscrire dans ces propositions. Les propositions venant du Venezuela, de la Turquie et de l'Union Africaine avaient déjà été rejetées auparavant. De plus, la proposition du gouvernement Libyen d'organiser des élections a peu de chance d'aboutir. Tout comme en Palestine, ce ne seront probablement pas 'nos' hommes qui gagneront.

A la recherche d'informations

De retour en Belgique, un tel voyage vous poursuit. Je me suis donc mis immédiatement à la recherche de plus d'informations sur la Libye. Ce n'est pas évident de trouver des informations qui n'émanent pas des médias Occidentaux, d'Al Jazeera, ou des médias libyens (oui, ils existent). Je suis ainsi tombé sur ce rapport récent : ["Libye : Un avenir incertain - Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens"](#), d'une mission d'observation française indépendante. Pour être honnête, j'étais assez déçu après l'avoir lu. Non pas à cause du contenu, mais soudainement je n'avais plus rien à raconter de mon voyage. Le rapport, écrit par des experts indépendants, compte 44 pages et traite de toutes les facettes de la guerre en Libye. Un « must » pour tout un chacun qui veut juger de la situation en étant bien informé.

Et avant d'oublier : cette guerre n'a rien à voir avec les droits de l'homme. Vous vous en doutiez déjà, non ?

Mario Franssen

29 juin 2011

1-6 Mario Franssen : [Les amis louches de l'Otan.](#)

Qui fait partie du Conseil National de Transition?

Le 27 février 2011, à Benghazi, les rebelles fondaient le Conseil national de transition, qu'ils proclamaient « seul représentant de la Libye ».

Nous distinguons quatre fractions importantes, dans ce CNT.

Les royalistes : Ce sont les partisans du roi Idris Senoussi. Leur siège se trouve à Riyad, en Arabie saoudite. En 1951, Idris a pris le pouvoir avec l'aide des Britanniques et il a régné en Libye jusqu'en 1969. Son pouvoir reposait sur quelques clans de l'est de la Libye. En 1969, Idris était chassé du pouvoir par Kadhafi. Le rapport des experts français ([Libye : un avenir incertain](#)) affirme que ce groupe ne peut être soupçonné du moindre réflexe démocratique : il veut tout simplement remettre la maison royale au pouvoir.

Les transfuges : Jusqu'il y a peu, ils faisaient partie du gouvernement libyen ou de l'appareil militaire. Sur base de leur expérience, ils jouent aujourd'hui un rôle important dans la direction du CNT. Il s'agit entre autres de l'ancien ministre de la Justice, Mustapha Abdouljalil Al-Bayda (président du CNT), de l'ancien ambassadeur en Inde, Al-Essaoui (responsable des relations extérieures du CNT) et d'Omar al-Hariri (responsable des affaires militaires du CNT). Ce dernier a commis le coup d'État de 1969 en compagnie de Kadhafi mais, déjà en 1975, il tentait vainement un coup d'État destiné à renverser ce dernier.

Les mafieux : L'Est de la Libye est depuis longtemps une sorte de port franc sur lequel les autorités n'exercent que peu de contrôle. Ces quinze dernières années, la mafia locale y a organisé un trafic d'humains de l'Afrique vers l'Europe. Les rentrées de ce commerce s'élevaient à des milliards de dollars. Avec l'accord conclu l'an dernier entre l'Italie et la Libye à propos des réfugiés et l'arrestation de plusieurs chefs de la mafia, ce commerce a été mis à l'arrêt. D'après le rapport français déjà cité, ces bandes mafieuses sont responsables des agressions et assassinats racistes contre des Libyens noirs et des Africains à Benghazi.

Les fondamentalistes musulmans : Enfin, il y a les islamistes radicaux. Depuis les années 90, ils sont actifs en tant que Groupe islamique combattant libyen, ou GICL. Depuis 2007, ils font partie d'al-Qaïda. L'Est de la Libye

est renseigné aux États-Unis comme le principal fournisseur des djihadistes qui, en Irak, sont allés combattre contre les occupants américains.

Les experts français disent encore que les forces démocratiques ne constituent qu'une petite minorité, au sein du CNT. [Human Rights Watch accuse les rebelles libyens d'avoir déjà arrêté des dizaines de citoyens tout simplement parce qu'ils étaient favorables à Kadhafi.](#) L'une des personnes arrêtées, Mohamed El-Dabr, a été torturée à mort. Les prisonniers ne peuvent s'adresser à aucun avocat et ils n'ont pas encore pu voir le moindre juge.

Le 17 juin, le Ministre des Affaires Etrangères, Vanackere, a fait savoir au parlement qu'il avait invité quelques représentants du Conseil national de transition à Bruxelles. On serait bien curieux de savoir qui, parmi ce petit club du CNT, peut venir séduire ministre Vanackere.

29 juin 2011

Mario Franssen

1-7 Retour de Libye de Gilles Munier.

Interview de Gilles Munier (7 Jours – 24/6/11)

Le rennais Gilles Munier, connu pour son soutien au peuple irakien lors des guerres du Golfe et de la période d'embargo, vient de passer une semaine à Tripoli, bombardée quotidiennement par les chasseurs de l'OTAN. Il envisage d'y retourner « *pour recueillir les témoignages des dirigeants sur le rôle joué par les services secrets occidentaux et le pétrole dans l'éclatement ou l'étouffement des révolutions arabes* », et actualiser, dit-il, son dernier livre : *Les espions de l'or noir*.

Q : Comment la France est-elle perçue à Tripoli ?

La France, bien, mais pas Nicolas Sarkozy. Des affiches apposées sur les murs de la ville le traitent de « *tueur d'enfants libyens* ». Personne ne comprend pourquoi il s'en est pris à Kadhafi après l'avoir reçu avec tous les honneurs à Paris. Les Libyens, disent-ils, sont capables de régler leurs problèmes intérieurs seuls. De plus, ils craignent une irakisation de la crise. La région de Benghazi est devenue une terre de djihad pour les extrémistes proches de l'*Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique)*. Des armes, des missiles sont entre leurs mains, et peut être demain du gaz moutarde. Voilà ce qui arrive quand on joue aux apprentis sorciers !

Q : Des avocats, notamment Jacques Vergès et Roland Dumas, veulent porter plainte contre Nicolas Sarkozy pour « crime contre l'humanité » ou « crime de guerre ». Est-ce bien réaliste ?

Il y a eu environ dix civiles libyens tués tous les jours depuis le début de l'intervention, trois fois plus de blessés. Le 7 juin, la veille de mon arrivée, une soixantaine de missiles sont tombés sur Tripoli, faisant 21 morts et des dizaines de blessés. C'était la façon de l'OTAN de fêter l'anniversaire de Kadhafi qui tombe ce jour-là. J'ai visité un hôpital : les larmes montent aux yeux devant tous ces blessés. La justice internationale instruira le procès intenté à Sarkozy sans parti pris, du moins je l'espère.

Q : Pensez-vous que Kadhafi sera renversé ?

Tout est possible. Mais, le leader libyen a plus d'un tour dans son sac. C'est un grand joueur d'échecs. Cependant, il suffirait qu'un missile frappe un des ses refuges pour qu'il disparaisse. Le 30 avril, l'OTAN l'a raté de peu. Il venait de quitter son domicile familial avec son épouse. Un de ses fils et trois de ses petits-enfants ont été tués. Les Libyens pensent que les chasseurs étaient français, des Rafales. Aïcha Kadhafi, qui a perdu dans l'opération sa fille de 4 mois, a porté plainte à Paris contre Nicolas Sarkozy et Gérard Longuet. Aujourd'hui, à Tripoli, il est question de constitution démocratique, de liberté de la presse et d'élection présidentielle. Cela permettrait de sortir de la crise par le haut. Hillary Clinton dit que c'est trop tard. Pourquoi ? Il n'est jamais trop tard, sauf si l'objectif de l'OTAN n'est pas la démocratie. J'ai rencontré Ali al-Ahwal, coordinateur général des 2000 tribus et clans libyens. Pour lui, la disparition brusque de Kadhafi déboucherait sur une guerre civile avec des conséquences de l'autre côté de la Méditerranée.

Par Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/>

G. Munier/X.Jardez

Publié le 26 juin 2011 avec l'aimable autorisation de Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

1-8 Interview d'Ali al-Ahwal, coordinateur du Forum des tribus.

Propos recueillis par Gilles Munier

Un *Forum national des tribus libyennes*, réuni à Tripoli en mai dernier, a plaidé entre autre pour l'adoption d'une nouvelle constitution. Seïf al-islam, fils du colonel Kadhafi, n'attendait que cela. Le 16 juin, il en a annoncé l'élaboration dans une interview au quotidien italien *Corriere della Serra*, ainsi que l'organisation d'une élection présidentielle avant la fin de l'année, surveillée par des observateurs internationaux. Pour couvrir les débats passionnés entre tenants du Livre Vert et partisans du changement, il a promis de libérer l'information. La preuve sera faite, a-t-il dit, que le Guide jouit toujours d'un soutien populaire majoritaire. Il a assuré qu'en cas d'échec son père quitterait le pouvoir. Les rebelles de Cyrénaïque accepteront-ils le challenge ? La réponse n'est pas à attendre de Benghazi, selon Seïf al-islam, mais de Nicolas Sarkozy qui les sponsorise. Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, a coupé court à cette proposition arguant que c'était « *un peu tard* » ! Jusqu'à la fin de la crise, le *Forum des tribus* siégera en permanence. Si nécessaire, il assurera la continuité de l'Etat en cas de vacance du pouvoir

Les tribus font une entrée remarquée sur la scène libyenne. Comment expliquez-vous ce retour en force ?

Le peuple libyen est composé d'environ 2000 tribus, clans et notables qui jouent un rôle primordial dans la défense du pays. Le *Forum des tribus* a élu un conseil de 200 membres et partagé la Libye en quatre zones représentées par des comités. Dernièrement, nous avons condamné les visites de Sarkozy et de Cameron à Benghazi. Ce sont des immixtions inacceptables dans les affaires intérieures d'un pays souverain, une preuve qu'il encourage la partition de la Libye. Ce n'est pas la première fois que les tribus sont sur le devant de la scène nationale. C'était déjà le cas dans l'Antiquité égyptienne, grecque et romaine. Plus récemment, après la chute de l'Empire ottoman, les Italiens ont cru occuper la Libye en une semaine. Il suffisait, disaient-ils, de bombarder les côtes du pays pour le conquérir. Ils ont vite déchanté. La menace à laquelle nous faisons face aujourd'hui est du même ordre. On veut recoloniser la Libye et nos ennemis sont l'OTAN, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, et des Emirats du Golfe, notamment Qatar. Alors, nous reprenons les armes pour repousser l'agression et préserver l'unité de notre pays. Nous ne voulons pas que le sang libyen coule. La crise peut se régler pacifiquement, par la négociation. Dans le communiqué final de notre forum des 5 et 6 mai, nous avons demandé une amnistie générale. Plusieurs centaines de prisonniers arrêtés les armes à la main, ont été libérés.

Etes-vous parvenu à entrer en contact avec les rebelles ?

Nous avons envoyé des émissaires rencontrer les chefs de tribus de l'Est. Les rebelles ont tué l'un d'eux. Nous avons alors organisé une réunion de dignitaires religieux à Brega et demandé aux tribus de l'Est d'envoyer des représentants : l'Otan a bombardé le bâtiment où ils dormaient, tuant 16 imans et blessant 55 personnes. Un carnage... C'est clair, l'OTAN ne veut pas que les Libyens se concertent entre-eux pour décider de leur avenir. Pour nous, le Conseil de Benghazi n'a aucune légitimité. Qui en a élu ses membres ? Personne. Ils ne règnent que par la grâce et les armes de l'OTAN, l'argent des Emirats du Golfe. Que les Emirats libèrent les Iles Abou Moussa, occupées par l'Iran, au lieu de s'occuper de nos affaires !

Quelle est votre relation avec le Guide ?

Lors du *Forum des tribus*, nous avons dit que Mouammar Kadhafi est un leader historique, un symbole de la Révolution et le fondateur de la Jamahiriya. Il a libéré la Libye des bases britanniques et américaines, libéré les puits de pétrole. A l'époque, 90% des revenus étaient empochés par les compagnies étrangères. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Alors, l'OTAN voudrait qu'il quitte le pays. Cette question ne concerne que lui et les Libyens. Lui absent, il y aurait des risques de conflits entre les tribus, de luttes pour le pouvoir.

Mais, Mouammar Kadhafi n'est pas éternel...

Les tribus ont toujours pris leurs responsabilités. Par exemple, en 1918, quand les Turcs ont quitté le pays, elles ont fondé la première république libyenne. Elles ont ensuite lutté contre la colonisation italienne. De Gaulle, Churchill, Mao, Nasser, Tito, sont morts... ils ont été remplacés. Un autre leader surgira inévitablement du peuple libyen. Mais, je dois tout de même faire remarquer que Mouammar Kadhafi a remis tous ses pouvoirs au peuple, qu'il n'est plus président depuis 42 ans. Le peuple décidera donc de la façon dont il voudra être dirigé et par qui.

Gilles Munier

1-9 Thierry Meyssan : Tripoli bombardé ne faiblit pas.

Un groupe international d'enquêteurs du Réseau Voltaire est actuellement en Libye. Il a pu se rendre sur des lieux de bombardements. Disposant de la confiance des autorités libyennes, il a pu rencontrer quelques uns des dirigeants politiques et sécuritaires malgré les conditions de guerre. Leur constat est diamétralement opposé aux images véhiculées par la presse occidentale. Thierry Meyssan livre leurs premières observations.

Au **centième jour de bombardement de la Libye**, l'OTAN annonce l'imminence de son succès. Cependant, les buts de guerre n'étant pas clairement précisés, on ignore en quoi consistera ce succès. Simultanément, la Cour pénale internationale annonce la mise en accusation du Guide Mouammar Kadhafi, de son fils Saïf al-Islam et du chef des services de renseignement intérieur, Abdallah al-Senoussi pour « *crimes contre l'humanité* ».

Si l'on se rapporte à la résolution 1973 du Conseil de sécurité, la Coalition des États volontaires vise à établir une zone d'exclusion aérienne afin d'empêcher les troupes du tyran de tuer son propre peuple. Cependant, les informations initiales selon lesquelles l'armée de l'air libyenne a bombardé des villes qui s'étaient soulevées contre le pouvoir de Tripoli ne sont toujours pas corroborées, bien qu'elles soient considérées comme fiables par la Cour pénale internationale. Quoi qu'il en soit, les actions de l'OTAN ont très largement dépassé l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne pour se transformer en une destruction systématique des forces armées nationales, air, terre et mer.

Les objectifs de l'OTAN sont probablement autres. Les leaders de l'Alliance ont ainsi évoqué de nombreuses fois le renversement du « régime » de Mouammar Kadhafi, voire l'élimination physique du « frère Guide ». Les médias occidentaux évoquent des « *défections massives* » des cadres de Tripoli et leur ralliement à la cause des insurgés de Benghazi, mais ils ne parviennent pas à citer de noms, sinon ceux d'hommes politiques connus de longue date pour être favorables au rapprochement avec Washington, tel l'ex-ministre des Affaires étrangères Moussa Koussa.

L'opinion publique internationale est massivement désinformée. Washington a fait couper les retransmissions de la télévision libyenne sur le satellite ArabSat, dont la Jamahiriya est pourtant actionnaire. Le département d'État ne devrait plus être long à faire de même avec NileSat.

En violation de ses engagements internationaux, Washington a refusé un visa au nouveau représentant libyen à l'ONU. Il ne peut venir à New York exposer son point de vue, tandis que son prédécesseur, rallié au CNT

continue à occuper son siège.

La voix de Tripoli étant étouffée, il est possible de répandre n'importe quel mensonge sans crainte d'être contredit.

Rien d'étonnant donc à ce que vu de Tripoli, d'où cet article est écrit, les communiqués de l'OTAN et les injonctions de la Cour pénale internationale paraissent irréels. L'Ouest de la Libye est paisible. À des moments aléatoires, les sirènes annoncent l'arrivée des bombardiers ou des missiles. Suivi immédiatement des explosions qu'ils provoquent. Il est inutile de courir aux abris, d'une part parce que le temps est trop court et d'autre part, parce qu'il n'y a guère d'abris.

Les bombardements sont ciblés avec une extrême précision. Les munitions guidées touchent les bâtiments visés, et dans ces bâtiments, les pièces visées. Toutefois, l'OTAN perd le contrôle en vol d'environ un missile guidé sur dix. Celui-là tombe à l'aveuglette. N'importe où dans la ville, semant la mort au hasard.

Si une partie des cibles de l'OTAN sont « *militaires* » : casernes et bases ; la plupart sont « *stratégiques* », c'est-à-dire économiques. Par exemple, l'Alliance a bombardé l'imprimerie de la Monnaie libyenne, une administration civile chargée de fabriquer les dinars. Ou encore, ses commandos ont saboté des usines qui faisaient concurrence à celles de membres de la Coalition. D'autres cibles sont dites « *psychologiques* ». Il s'agit de toucher dans leur chair les dirigeants politiques et sécuritaires en massacrant leurs familles. Les missiles sont alors pointés sur les habitations privées, et plus précisément sur les chambres à coucher des enfants des dirigeants.

L'ambiance dans la capitale et sur la côte est lourde. Mais la population reste soudée. Les Libyens soulignent qu'aucun de leurs problèmes intérieurs ne justifie le recours à la guerre. Ils évoquent des revendications sociales et des questions régionales, comme il en existe dans les États européens, mais rien qui doive conduire à déchirer les familles comme on est en train de le faire en imposant une partition du pays.

Face à l'OTAN, des dizaines de milliers de bourgeois aisés ont plié bagage et sont allés se réfugier dans les pays limitrophes, notamment en Tunisie, laissant aux pauvres le soin de défendre la patrie qui les a enrichis. De nombreux commerces sont fermés sans que l'on sache s'ils doivent faire face à des difficultés d'approvisionnement ou si leurs propriétaires ont fui.

Comme en Syrie, la plupart des opposants politiques font bloc derrière le gouvernement pour protéger l'intégrité du pays face à l'agression étrangère. Pourtant, certains Libyens, anonymes et invisibles, renseignent l'OTAN pour localiser ses cibles. Jadis leurs parents accueillaient les armées coloniales italiennes, aujourd'hui ils scandent avec leurs homologues de Benghazi : « *1, 2, 3, Sarkozy arrive !* ». Chaque peuple a ses traîtres et ses collabos. Les exactions commises par les mercenaires du prince Bandar en Cyrénaïque ont terminé de convaincre bien des hésitants. La télévision montre en boucle les œuvres des leaders d'Al Qaida en Libye, dont certains ont été libérés directement de Guantanamo pour combattre aux côtés des États-Unis. Des images insoutenables de lynchage et de mutilations dans des villes érigées en Émirats islamistes, à la mode afghane ou irakienne, par des individus deshumanisés par les tortures qu'ils ont subis et excités par des drogues puissantes. Il n'est pas nécessaire d'être un vieux partisan de la Révolution de Kadhafi pour la soutenir aujourd'hui face aux horreurs auxquels se livrent les jihadistes dans les « *zones libérées* » par l'Alliance [1].

Rien, nulle part, à l'Ouest n'évoque une révolte ou une guerre civile. Pas de barricades, ni de blindés dans les rues. Sur toutes les routes, les autorités ont installé des checks points tous les deux kilomètres. Les automobilistes patientent sagement, eux-mêmes attentifs à découvrir les éléments infiltrés par l'OTAN.

Le colonel Kadhafi arme la population. Près de deux millions de fusils mitrailleurs ont déjà été remis aux civils. L'objectif est que chaque adulte, homme ou femme, puisse défendre sa maison. Les Libyens ont retenu la leçon irakienne. Saddam Hussein avait assis son autorité sur le Baas et l'armée, excluant son peuple de la vie politique. Lorsque le parti fut décapité et que quelques généraux firent défection, l'État s'effondra soudainement laissant le pays sans résistance et plongé dans le chaos. La Libye, elle, est organisée selon un système original de démocratie participative, comparable aux assemblées du Vermont. Les gens sont habitués à être consultés et responsabilisés. Ils sont donc mobilisables en masse.

De manière inattendue, les femmes sont plus déterminées que les hommes à porter les armes. Cela traduit l'accroissement ces dernières années de la participation féminine aux assemblées populaires. Cela reflète peut-être aussi la nonchalance qui s'était emparée des cadres de cet État socialiste à haut niveau de vie.

Chacun a conscience que tout se jouera lorsque les troupes terrestres de l'OTAN débarqueront, si elles osent le faire. La stratégie de défense est donc entièrement conçue pour dissuader un tel débarquement en mobilisant la population. Ici les soldats français, britanniques et US ne seront pas accueillis en libérateurs, mais en envahisseurs coloniaux. Ils devront affronter d'interminables combats urbains.

Les Libyens s'interrogent sur les mobiles exacts de l'OTAN. Je suis surpris de constater que c'est souvent en lisant les articles du Réseau Voltaire, traduits et repris par de nombreux sites Internet et certains journaux imprimés, qu'ils ont été informés des vrais enjeux. Il y a ici, comme partout d'ailleurs, un déficit d'information sur les relations internationales. Les gens connaissent et s'enorgueillissent des initiatives et des réalisations du gouvernement pour l'Unité africaine ou pour le Développement du Tiers-monde, mais ils ignorent bien des aspects de la politique internationale et sous-estiment la capacité de destruction de l'Empire. La guerre semble toujours lointaine jusqu'à ce que le prédateur ne vous choisisse comme proie.

Quel est donc ce succès que l'OTAN annonce imminent ? Pour le moment, le pays est coupé en deux. La Cyrénaïque a été proclamée République indépendante, bien qu'on s'y prépare à restaurer la monarchie, et a été reconnue par plusieurs États, à commencer par la France. Cette nouvelle entité est gouvernée de facto par l'OTAN, mais officiellement par un mystérieux Conseil national de transition, jamais élu, et dont les membres —

s'ils existent— sont secrets pour ne pas avoir à répondre de leurs actes. Une partie des avoirs libyens a été gelée et est aujourd'hui gérée pour leur plus grand profit par les gouvernements occidentaux. Une partie de la production pétrolière est commercialisée à des conditions défiant toute concurrence aux compagnies occidentales qui se goinfrent. C'est peut-être cela le succès : le pillage colonial.

En lançant des mandats d'arrêts internationaux contre Mouammar Kadhafi, son fils et le chef des services de renseignement intérieur, la Cour pénale internationale cherche à exercer une pression sur les diplomates libyens pour les contraindre à démissionner. Chacun est menacé, en cas de chute de la Jamahiriya, d'être poursuivi pour « *complicité de crime contre l'humanité* ». Ceux qui démissionnent laisseront une place vacante derrière eux, sans possibilité d'être remplacés. Les mandats d'arrêts ressortent donc d'une politique d'isolement du pays. La Cour fait aussi de la communication de guerre. Elle qualifie Saïf al-Islam de « *Premier ministre de facto* », ce qu'il n'est sûrement pas, mais qui donne l'impression d'un régime familial. On retrouve là le principe d'inversion des valeurs typique de la propagande US. Alors que les insurgés de Benghazi brandissent le drapeau de la monarchie Senoussi et que le prétendant au trône s'impatiente à Londres, c'est la démocratie participative qui est présentée en régime dynastique.

À l'issue de ces cent premiers jours de conflit, les communiqués de l'OTAN masquent mal la déception. Les Libyens ne se sont pas soulevés contre le « *régime* », hormis en Cyrénaïque. Aucune solution militaire n'est en vue. Le seul moyen pour l'Alliance atlantique de sortir la tête haute à moindre frais est de se contenter de la partition du pays. Benghazi deviendrait alors l'équivalent de Camp Bondsteel, la méga-base militaire US en Europe, ayant accédé au statut d'État indépendant sous le nom de Kosovo. La Cyrénaïque serait la base qui manquait à l'Africom pour contrôler le continent noir.

Thierry Meyssan

[1] Je suppose que ces remarques peuvent surprendre le lecteur. Le Réseau Voltaire y reviendra en détail dans de prochains articles.

27/06/2011

<http://www.voltairenet.org/Tripoli-bombarde-ne-faiblit-pas>

1-10 Gilles Munier : Dans Tripoli martyrisée.

Frontière tuniso-libyenne, 8 juin - Une file impressionnante de voitures immatriculées en Libye attend au poste de douane. Des centaines de Libyens fuient Tripoli violemment bombardée par l'OTAN, la veille. Le bilan des victimes des 60 frappes du 7 mars, jour anniversaire du colonel Kadhafi, est lourd : 31 morts et des dizaines de blessés. Depuis le début de l'intervention occidentale, des civils meurent chaque jour dans la quasi indifférence des médias occidentaux : 718 ont été tués entre le 19 mars et le 26 mai, 4067 blessés dont 433 dans un état grave. De passage en Libye le 30 mai, les avocats Roland Dumas et Jacques Vergès ont déclaré qu'ils vont porter plainte contre Nicolas Sarkozy pour crime contre l'humanité, au nom d'une trentaine de familles qui ont perdu des proches dans les bombardements.

Jusqu'à Tripoli, la surveillance du territoire est assurée par des volontaires armés, issus des tribus des régions traversées. Une trentaine de *check-points* filtrent la circulation.

Le silence de l'UNESCO

L'hôtel Rixos, palace 5 étoiles, a été réquisitionné pour les journalistes. Pendant mon séjour, je n'y ai rencontré aucun Français. À écouter ou lire leurs reportages, Tripoli est en état de siège, les habitants calfeutrés chez eux. Il n'en est rien. Si de nombreux magasins et restaurants sont fermés, c'est parce que le pays subit un embargo de fait et que le temps est aux économies. Le manque d'essence y est aussi pour quelque chose : les automobilistes mettent jusqu'à trois jours de queue pour faire le plein. De plus, 70 000 Libyens sont réfugiés en Tunisie ; d'autres ont fui Benghazi pour l'Égypte.

9 juin, 6 heures du matin - La sirène d'alarme résonne dans les hauts-parleurs du Rixos. L'ordre d'évacuation est donné. Ce n'est pas un bombardement, mais un incendie qui s'est déclaré dans une chambre. Des journalistes en feront leur sujet du jour, alors que des missiles sont encore tombés sur la ville et ses environs dans la nuit. Pour pimenter le non-événement, ils affirmeront que les pompiers sont arrivés en retard, ce qui est faux.

En visitant les sites bombardés, on ne peut que s'interroger sur les buts de l'OTAN. La plupart des cibles sont déclarées « *centres de commandement* », même si elles n'ont rien de militaires. Évidemment, les quatre hôpitaux touchés soignaient aussi des soldats blessés ; mais qui pourrait le leur reprocher ? Le 29 avril, le *Centre du Livre Vert*, la plus grande bibliothèque du pays, a été détruit. C'était un symbole de la Révolution libyenne qui narguait l'OTAN. Mais, on ne peut que s'étonner du silence de l'UNESCO qui avait classé la bâtisse, un ancien palais turc, au patrimoine mondial. Aux abords se trouvaient une maison abritant une association caritative s'occupant d'enfants et la commission des Affaires étrangères du Congrès général du peuple (Parlement) : les chasseurs de l'OTAN sont repassés, à haute altitude, pour les détruire.

Un rapport dérangeant

Autre cible visitée : le siège du service anti-corruption. Ses archives ont été détruites, disent les habitants d'une rue proche, pour faire disparaître les dossiers des membres du *Conseil national de transition (CNT)* de Benghazi. Un renvoi d'ascenseur de l'OTAN à ses protégés, en quelque sorte. Une fille de 12 ans qui habitait tout près, choquée par l'explosion, n'a pas supporté la pluie de missiles qui s'est abattue sur la ville le 7 juin. Elle a tenté de se suicider en avalant des médicaments prescrits pour sa mère. Je lui ai rendu visite à l'hôpital. Sous sédatifs, elle a les jambes paralysées.

Le bombardement du 30 avril visait bien Mouammar Kadhafi. Le colonel et son épouse avaient quitté leur maison familiale une demie heure plus tôt. Trois missiles l'ont pulvérisée, tuant un de ses fils, et trois de ses petits-enfants. Aïcha, sa fille, dirigeante de l'organisation humanitaire *Waatassimou*, a porté plainte à Bruxelles contre l'OTAN pour crime de guerre, et à Paris contre Nicolas Sarkozy et Gérard Longuet, ministre français de la Défense, pour l'assassinat de sa fille Mastoura (4 mois), de son frère et de ses neveux.

Fin mai, l'influence des djihadistes en Cyrénaïque a été mise en évidence par une mission dont faisait partie Yves Bonnet, ancien directeur de la DST*. Pour les Libyens, le risque qu'Al-Qaïda, ou un gang maffieux, s'empare d'une partie des stocks de gaz moutarde qui devait être détruite en accord avec l'ONU, est réel. Ils sont pour l'instant sécurisés, mais jusqu'à quand ?

(*) <http://www.afrique-asie.fr/index.php/category/maghreb/actualite/article/libye-un-avenir-incertain>

Gilles Munier

(*Afrique Asie – juillet 2011*)

1-11 Ginette Hess Skandrani : Qui sont les rebelles de Bengazi ?

Les rebelles de Bengazi que Nicolas Sarkozy, sous l'injonction de Bernard Henri Lévy a baptisé de démocrates et désignés comme Conseil National de Transition, les faisant adopter par une dizaine de pays pour représenter la Libye.

Qui sont-ils ? D'où sortent-ils ?

Lors de la conférence de presse du 12 juin 2011 des « Avocats Juristes de la Méditerranée »*, invités par la « Commission d'enquête non gouvernementale pour la vérité sur le Libye »*, j'ai été très intéressée par l'intervention d'un chef de tribu de Bengazi qui s'est déplacé jusqu'à Tripoli afin de nous informer sur l'état des lieux dans le fief des rebelles dont nos télévisions mensonges ne nous parlent jamais.

M. Mohamed Jebri nous a raconté que la majorité de la population civile était retenue contre son gré et ne pouvait se déplacer et encore moins manifester son désaccord avec ceux qui occupent leur espace vital. Les gens ont peur des champs de tir des bandes armées. Il y a énormément de problèmes de sécurité pour sortir, se ravitailler. Les enfants et les femmes ont très peur. Les vieux sont traumatisés par les tirs. Les maisons ne sont pas sûres. La société civile bengazie est prise en otage par les rebelles.

Ceux qui se font appelés rebelles sont très divers :

Il y en a qui savent ce qu'ils font et sont organisés en bandes, alors que d'autres se laissent entraîner dans le combat sans savoir.

Certains participent à une vengeance, car la révolution de 1977 a supprimé les partis politiques bourgeois, mais ils cherchent surtout à prendre le pouvoir.

Pour Al Qaïda, comme nous l'avons déjà dit, il y a plusieurs combattants de cette mouvance. Le combat a commencé dès les années 80, la Libye a été le premier pays à demander l'arrêt de Ben Laden. Malheureusement, personne ne nous a écouté et ils sont toujours là.

Il y a également ceux qui ont volé la richesse du peuple et ont peur d'être interrogés et tous ceux qui se sont enrichis avec l'affaire Lockerby.

Ils sont tous armés.

Nous avons essayé de les conseiller afin qu'ils remettent les armes, s'ils acceptent, ils seront acceptés par les congrès de base. Ceux qui refusent seront combattus.

Il y a plusieurs raisons qui font que les occidentaux soutiennent ces rebelles :

- afin de freiner la menace de Kadhafi et de la Jamarhiya sur le système mondial impérialiste depuis que Kadhafi a nationalisé le pétrole puis incité l'Afrique à reprendre sa dignité.

- le punir pour son soutien aux mouvements révolutionnaires.

- faire oublier les excuses du gouvernement italien pour la colonisation de la Libye et les réparations obtenues, ce qui aurait pu pousser d'autres peuples à demander des excuses et des réparations.

- afin de laver l'affront de l'intervention de Kadhafi à l'ONU amenant son soutien aux peuples opprimés tout en dénonçant la mondialisation sioniste.

- Se débarrasser de Kadhafi qui dénonce le pillage des ressources de l'Afrique et veut créer les Etats Unis d'Afrique avec une économie indépendante des puissances occidentales.

- Avorter le projet de développement de la Libye qui pourrait faire concurrence aux pays du Golfe

Pays européens qui participent aux bombardements de l'OTAN, attendez vous à un tsunami de l'immigration et d'Al Qaïda, car les Libyens ne peuvent plus retenir personne.

Vous ne pourrez occuper la Libye, c'est impossible, l'histoire l'a prouvé maintes fois.

Vous ne pourrez empêcher que le peuple défende son guide qui est leur leader et leur seule référence, c'est une charte signée le 30 avril 2004 par tous les Libyens.

Nous devons reprendre le dialogue entre tous les Libyens car nous n'avons qu'une patrie. Nous devons vivre ensemble et avec le pouvoir du peuple lutter contre l'impérialisme et le sionisme.

*L'Association des Avocats Juristes de la Méditerranée créée en 1977 a porté une requête devant la Cour Internationale de la Haye pour crimes contre l'humanité pour les bombardements de l'OTAN sur la Libye et était venue présenter cette requête lors d'une conférence en Libye

*La commission d'enquête non gouvernementale pour connaître la vérité en Libye, créée le 30 mars à Tripoli par des personnes de la société civile avec la participation de plusieurs ONG internationales enquête sur les bombardements de l'OTAN et la transmission erronée par les médias.

1-12 Kharroubi Habib : Une réclamation qui vaut aveu.

En réclamant la suspension, pour raison humanitaire, de l'intervention militaire occidentale en Libye, le ministre italien des Affaires étrangères confirme implicitement ce que d'autres sources internationales n'ont cessé de dénoncer : à savoir que les raids aériens menés par la coalition ne sont pas aussi « chirurgicaux » que prétendus et donc touchent la population civile libyenne que ces opérations sont censées mettre à l'abri de l'aviation et des armes lourdes des forces pro-kadhafistes.

Depuis le début de ces opérations « les « bavures » n'ont cessé de se multiplier. Le commandement militaire de la coalition a dû admettre la réalité de quelques-unes.

L'on ne peut soupçonner le ministre italien des Affaires étrangères de chercher à sauver la mise au dictateur libyen. Il faut donc mettre sa demande au compte de la prise de conscience des autorités italiennes, dont le pays est membre de la coalition, que l'opération militaire occidentale en Libye a un coût humain insupportable que paie la population civile libyenne.

En tout cas, elle donne raison à ceux, nombreux, qui en réclament l'arrêt, jugeant que l'intervention militaire internationale en Libye se poursuit, non pas parce qu'elle n'a pas atteint l'objectif qui lui a été fixé par le Conseil de sécurité onusien, à savoir mettre la population libyenne à l'abri de l'aviation et des armes lourdes des pro-kadhafistes, mais parce que des puissances membres de la coalition lui ont assigné un but que ne prévoit pas la résolution 1973 de l'ONU : celui d'en finir coûte que coûte avec Kadhafi et ses partisans. Peu importe à ces puissances que dans l'affaire se produisent « des bavures ».

Si, comme il est prévisible, elles refusent d'entendre la demande italienne, le massacre de civils va donc continuer car Kadhafi et son régime, contre leur attente, ne se sont pas effondrés. Il ne s'agit pas de prendre prétexte de cette réalité pour revenir sur l'exigence du départ de ce dictateur et de la fin de son régime. Cela est désormais l'affaire du seul peuple libyen.

Or, ce qui se passe en Libye nous prouve que l'on n'est pas dans le schéma que les puissances occidentales et leurs médias nous ressassent. A savoir, d'un côté, un peuple libyen unanime derrière l'insurrection et, de l'autre, un dictateur coupé de tout soutien populaire. Rien n'est plus faux que cette présentation de la réalité libyenne. Qu'on le veuille ou non, Kadhafi dispose de celui d'une partie de la population. D'où le caractère de guerre civile qu'ont les affrontements qui se déroulent dans le pays. Une guerre civile ne peut se conclure que par la négociation entre ses protagonistes. Ce dont des puissances membres de la coalition ne veulent pas entendre et s'acharnent à faire avorter les médiations internationales visant à rendre possible cette solution. Pour justifier leur refus d'une telle issue à la crise libyenne, elles font valoir que Kadhafi a perdu toute légitimité et, de ce fait, ne doit plus être considéré comme un interlocuteur valable.

Soit, mais les dirigeants autoproclamés de l'insurrection qu'elles appuient sont-ils eux légitimes et porteurs d'un projet de société démocratique pour la Libye ? Ces puissances elles-mêmes sont très réservées sur le sujet. En fait et pour des raisons multiples, leur objectif immédiat est d'en finir avec Kadhafi. Ce que sera l'après-Kadhafi aux normes de la démocratie est le dernier de leurs soucis. Ce qui leur importe est que les successeurs de Kadhafi, dont l'intervention internationale doit hâter l'accession au pouvoir, leur renvoient à ce moment-là l'ascenseur en tenant compte des ambitions d'intérêt que chacune nourrit pour la Libye.

En attendant, Kadhafi est toujours là, et la population libyenne subit les affres de la guerre civile et les conséquences des « bavures » que l'OTAN ne nie même plus.

Kharroubi Habib –
23 juin 2011 -
Le Quotidien d'Oran

2 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Tripoli , Damas , la " répression " et le Traité Européen .

Beaucoup de bonnes âmes parlent de "répression", d'"atteintes aux droits de l'homme " en Libye et en Syrie .

Voici ce que proposait en 2002 le **Traité Constitutionnel Européen** :

L'article II-62 du projet de Constitution disait que :

1. Toute personne a droit à la vie.

2. Nul ne peut être condamné à la peine de mort, ni exécuté.

Mais dans les explications, on pouvait lire :

"La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire:

a) pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale;

- b) pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue;
- c) pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection.

Les autorités Syriennes luttent non pas contre des manifestants, mais contre des commandos et des provocateurs armés, a annoncé mercredi à Astana (Kazakhstan) le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"L'essentiel est de ne pas se figurer que les forces de l'ordre syriennes luttent uniquement contre les civils. Il y a beaucoup de provocateurs armés. Je suppose qu'aucun pays ne tolèrera une rébellion directe", a-t-il déclaré aux journalistes dans les couloirs du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

"Une bande de commandos armés qui sévit en Syrie a occupé plusieurs agglomérations. Les autorités syriennes tentent de les libérer", a poursuivi le chef de la diplomatie russe.

M. Lavrov a en outre confirmé que Moscou était déterminé à bloquer l'adoption d'un projet de résolution européenne sur la Syrie par le Conseil de sécurité de l'Onu. [*Ria Novosti*]

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1611>

2-2 Pierre Mellet : Comment la structure rituelle du Journal télévisé formaté nos esprits.

Si le téléspectateur est de plus en plus attentif au traitement d'informations particulières par les journaux télévisés, il s'interroge rarement sur la structure même de cette émission. Or, pour Pierre Mellet, la forme est ici le fond : conçu comme un rite, le déroulement du journal télévisé est une pédagogie en soi, une propagande à part entière qui nous enseigne la soumission au monde que l'on nous montre et que l'on nous apprend, mais que l'on souhaite nous empêcher de comprendre et de penser.

Le journal télévisé est le cœur de l'information contemporaine. Principale source d'information d'une grande partie des Français, il n'était pourtant, à ses débuts, en 1949 en France, que le sous-produit de ce que n'avaient pas voulu diffuser au cinéma la Gaumont et les Actualités Françaises. Défilé d'images sur lesquels était posé un commentaire, le « présentateur » ne s'est installé dans son fauteuil qu'en 1954, quand le journal a été fixé à 20h. Depuis lors, la mise en scène n'a fait qu'aller en s'accroissant, et l'information en a été écartée —si jamais elle était présente au départ— pour faire de ce théâtre non plus un journal, mais un spectacle ritualisé, une cérémonie liturgique. Le « 20h » n'a pas pour fonction d'informer, au sens de dégager une tentative de compréhension du monde, mais bien de divertir les téléspectateurs, tout en leur rappelant toujours ce qu'ils doivent *savoir*.

L'analyse qui suit se base sur les deux principaux journaux télévisés de 20h français, celui de TF1 et celui de France 2, mais peut, à bien des égards, trouver des correspondances avec les journaux télévisés d'autres pays, principalement en « Occident ».

Le contexte

Fixé à 20h, le journal télévisé est devenu, comme la messe à son époque, le rendez-vous où se retrouve (chacun chez soi) toute la société. C'est un lieu de socialisation essentiel, paradoxalement. Chacun découvre chaque soir le monde dans lequel il vit, et peut dès lors en faire le récit autour de lui, en discuter les thèmes du moment avec l'assurance de leur importance, puisqu'ils ont été montrés au « jt ». Tout est mis en place comme dans un rituel religieux : l'horaire fixe, la durée (une quarantaine de minutes), le présentateur-prêtre inamovible, ou presque, qui entre ainsi d'autant mieux dans le quotidien de chacun, le ton emprunté, sérieux, distant, presque objectif, mais jamais véritablement neutre, les images choisies, la hiérarchie de l'information. Comme dans tout rituel, le même revient en permanence, et s'agrège autour d'un semblant d'évolution quotidienne. Les mêmes heures annoncent les mêmes histoires, racontées par les mêmes reportages, lancées et commentées par les mêmes mots, mettant en scène les mêmes personnages, illustrées par les mêmes images. C'est une boucle sans fin et sans fond.

En ouverture, le générique lance une musique abstraite où s'entend le mélange du temps qui passe, la précipitation des événements, et une façon d'intemporel nécessaire à toute cérémonie mystique. Sur la musique, un globe précède l'apparition du présentateur, ou un travelling vers ce dernier le fait passer de l'ombre à la lumière. Tout se passe comme si le monde allait nous être *révélé*.

Le présentateur y tient rôle de passeur et d'authentifiant. Personnage principale et transcendantal, il se trouve au cœur du dispositif de crédibilité du 20h. C'est par lui que l'information arrive, par lui qu'elle est légitimée, rendue importante et donnée comme « vraie ». Par lui également que le téléspectateur peut être rassuré : si le monde va mal et semble totalement inintelligible, il y a encore quelqu'un qui « sait » et qui peut nous l'expliquer.

(Dans d'autres cas, c'est un duo qui présente le journal télévisé. La relation avec le téléspectateur est du coup beaucoup moins professorale et paternaliste, mais plus de l'ordre de la conversation, et peut sembler plus frivole. Bien évidemment, on ne trouvera jamais deux présentateurs, ou deux présentatrices, mais toujours un duo hétérosexuel. C'est qu'il s'agit de ne pas choquer la représentation de la famille bourgeoise chrétienne. Ce type de mise en scène étant rare en France, nous ne développerons pas ce point plus avant).

Crédibilité et information

« *Madame, Monsieur, bonsoir, voici les titres de l'actualité de ce lundi 6 août* », nous dit le présentateur au début de chaque journal. Il ne s'agit donc pas d'un sommaire, d'un tri de la rédaction dans l'information du jour, mais bien des « titres de l'actualité », c'est-à-dire précisément de ce qu'il faut *savoir* du monde du jour. Il n'y a rien à *comprendre*, le « journalisme » ne s'applique désormais plus qu'à nous *apprendre* le monde. Le présentateur ne donne pas de clé, il ne déchiffre rien, il dit ce qui *est*. Ce n'est pas une « vision » de l'actualité qui nous est présentée, mais bien l'Actualité.

Ce qui importe, dès lors, pour lui, c'est « d'avoir l'air ». Sa crédibilité n'est pas basé sur sa qualité de journaliste, mais sur son charisme, sur l'empathie qu'il sait créer, sa manière d'être rassurant, et sur son apparence d'homme honnête et intelligent. David Pujadas peut bien annoncer le retrait d'Alain Juppé de la vie politique, et Patrick Poivre d'Arvor montrer une fausse interview de Fidel Castro, ils sont tout de même maintenus à leur poste avec l'appui de leur direction, et n'en perdent pas pour autant leur statut de « journaliste » [1] et leur crédibilité auprès du public. Tout se passe comme si l'information délivrée n'avait finalement pas d'importance. Elle n'est là que pour justifier le rituel, comme la lecture des *Évangiles* à la messe, mais elle n'en est en aucun cas la raison centrale, le cœur, qui se trouve toujours ailleurs, dans le rappel constant des mots d'ordres moraux, politiques et économiques de l'époque. « Voici le Bien, voici le Mal », nous dit le présentateur.

La hiérarchie de l'information est donc inexistante. Alors que l'un des premiers travail effectués dans tout « journal » est de dégager les sujets qui semblent les plus essentiels pour tenter d'en ressortir un déroulé (propre à chaque rédaction) de l'information en ordre décroissant, de l'important vers l'insignifiant, ici, point. On passe de la dépouille du cardinal Lustiger à l'accident de la Fête des Loges, puis vient le dénouement dans l'affaire de l'enlèvement du petit Alexandre à la Réunion, suivit du suicide d'un agriculteur face aux menées des anti-OGM, à quoi font suite l'allocation de rentrée scolaire, les enfants qui ne partent pas en vacances, la hausse du prix de l'électricité, la spéléologue belge coincée dans une grotte, la campagne électorale états-unienne chez les démocrates, l'intervention de Reporters sans frontière pour dénoncer l'absence de liberté d'expression en Chine, la Chine comme destination touristique, le licenciement de Laure Manaudou, un accident lors d'une course aux États-Unis, le festival Fiesta de Sète, le décès du journaliste Henri Amouroux et enfin celui du baron Elie de Rothschild [2]. Il n'y a aucune cohérence, à aucun moment. Les sujets ne semblent choisis que pour leur insignifiance quasi-générale, ou leur semblant d'insignifiance. Tout y est mélangé, l'amour et la haine, les rires et les pleurs, l'empathie se mêle au pathos, les images spectaculaires ou risibles aux drames pathétiques, et l'omniprésence de la fatalité nous rappelle toujours la prédominance de la mort sur la vie.

Le reportage

Une fois les « titres » annoncés, le présentateur en vient au lancement du reportage. Le reportage est la démonstration par l'exemple de ce que nous dit le présentateur. En effet, tout ce qui va être dit et montré dans le reportage se trouve déjà dans son lancement. Le présentateur résume toujours au lieu précisément de présenter. Cela crée de la redondance. Ce qui est dit une fois en guise d'introduction est systématiquement répété ensuite dans le reportage. Ce sont les mêmes informations qui sont énoncées, la première fois résumées, et la seconde fois étendues pour l'élaboration de l'histoire contée. Le reportage ajoute très peu de chose à ce qu'à déjà dit le présentateur, tout juste développe-t-il les détails anodins qui contrebalancent « l'objectivité » du présentateur en créant de la « proximité ». Aux éléments de départ, trouvé dans le lancement, s'ajoute ensuite à l'histoire les petits détails romanesques nécessaire à son *instruction ludique*.

Le reportage est constitué de deux choses : l'image et son commentaire. Or, si l'on coupe le son, l'image ne signifie plus rien. Alors même que tout devrait reposer sur elle, c'est l'inverse précisément qui se produit à la télévision : le commentaire raconte ce que l'image ne fait qu'illustrer. Cette dernière n'est là que comme faire-valoir. C'est une succession de paysages semblables, de visages et de gestes interchangeable, collés les uns à côté des autres, et sans lien entre eux. À la télévision, l'image ne sert qu'à justifier le commentaire, à l'authentifier. Elle lui permet d'apparaître comme « vrai ». Et elle le lui permet précisément parce que ne disant rien par elle-même, le commentaire peut alors la transformer en ce qu'il veut, et c'est là le principal danger de ce média. L'image possédant une force de conviction très importante, le consentement est d'autant plus simple à obtenir une fois que vous avez dépouillée l'image de tout son sens et l'avez transformée en preuve authentifiant votre discours. Tout repose donc désormais sur le commentaire, et sur la vraisemblance de l'histoire qui va nous être racontée.

« Dans le reportage, note l'anthropologue Stéphane Breton, le commentaire est soufflé depuis les coulisses, cet arrière-monde interdit au téléspectateur (...) et d'où jaillit, dans le mouvement d'une révélation, un sens imposé à l'image. La signification n'est pas à trouver dans la scène mais hors d'elle, prononcée par quelqu'un qui sait » [3]. Le journaliste n'apparaît que très rarement à la fin de son reportage. Nous entendons donc une voix sans énonciateur. C'est une parole divine qui s'impose à nous pour nous expliquer ce que nous ne pourrions comprendre en ne regardant que les images. Il n'y a pas d'interlocuteur, donc pas de contradiction. Le reportage est un fil qui se déroule suivant une logique propre, celle que le journaliste veut nous donner à apprendre, où les « témoins » ne se succèdent que pour accréditer la parole qui a de toute manière déjà dit ce qu'ils vont nous expliquer. Comme avec le lancement, la redondance est omniprésente dans le reportage. Tout « témoin » est présenté non pas selon sa fonction, ni dans le but de justifier sa place dans ce reportage à ce moment là, mais suivant ce qu'il va nous dire. Et la parole du « témoin » accrédite le commentaire en donnant un point de vue nécessairement « vrai ». « Puisqu'il le dit, c'est que c'est comme ça ». Et bien souvent, le « témoin » n'a strictement rien à dire, mais va le dire tout de même, le journaliste devant faire la preuve de son objectivité et de l'authenticité de son reportage, de son enquête, en démontrant qu'il s'est bien rendu sur place et qu'il peut donc nous donner à voir ce qui est.

Le reportage, au journal télévisé, n'est pas la réalisation d'une enquête qui explore différentes pistes, mais le récit d'un fait quelconque montré comme fondamental. C'est une vision du monde sans alternative, qui tente d'apparaître comme purement objective. Si le présentateur dit ce qui est, le reportage, lui, le montre. Et c'est précisément là que l'image pêche par son non-sens, et que le commentaire semble devenir parole divine. « Voici le monde », nous dit l'un, « et voilà la preuve », poursuit le reportage. Et comment contester la preuve alors qu'elle nous est présentée, là, sous nos yeux ébahis ? La réalité se construit sur l'anecdote, et non plus sur un ensemble de faits plus ou moins contradictoires qui permettent de regarder une situation dans une tentative de vision globale pour pouvoir ensuite en donner une analyse.

Les mots d'ordre

Tout cela se rapporte à la logique de diffusion de la morale. Le journal télévisé, comme la quasi-totalité des médias, est un organe de diffusion des mots d'ordre de l'époque. Il ne discute jamais le système, il ne semble d'ailleurs même pas connaître son existence, mais diffuse à flux tendus les ordres que la classe dominante édicte. Le journal télévisé fait partie de ce « service public », dont parle Guy Debord dans les *Commentaires sur la société du spectacle*, « qui [gère] avec un impartial

"professionnalisme" la nouvelle richesse de la communication de tous par mass media, communication enfin parvenue à la pureté unilatérale, où se fait paisiblement admirer la décision déjà prise. Ce qui est communiqué, ce sont des ordres ; et, fort harmonieusement, ceux qui les ont donnés sont également ceux qui diront ce qu'ils en pensent » [4] .

Le 20h, issu d'une société où la mémoire a été détruite, transmet les mots d'ordre, comme pour tout conditionnement, par la répétition permanente et quotidienne. Les histoires racontées semblent toutes différentes, quand bien même elles sont finalement toutes semblables. Tout y est répété, soir après soir, constamment, et à tous les niveaux. Seuls les noms et les visages changent, mais le film, lui, reste toujours identique. C'est un perpétuel présent qui est montré et qui permet d'occulter tous les mouvements du pouvoir. Les évolutions n'étant plus jamais mises en lumière, c'est bien qu'elles n'ont plus cours. Le journal télévisé diffuse donc la morale bourgeoise (chrétienne et capitaliste) en bloc compact. C'est un vomit long et lent qui s'écoule, dilué et disséminé tout au long du 20h. Ils connaissent plusieurs modes de diffusions :

- **L'accusation.** Elle est constante, et généralement dite par les « témoins », ce qui permet de faire croire au journaliste qu'il a donné à voir un « avis », et qu'il a donc rendu un regard objectif de la situation. Un incendie ravage une maison, et ce sont les pompiers qui auraient dû arriver plus tôt. Un violeur est sorti de prison parce qu'il avait droit à une remise de peine, et c'est la justice qui dysfonctionne. Un gouvernement refuse de se plier aux injonctions occidentales, et c'est une dictature, un pays sous-développé où la stupidité se mêle à la barbarie, et mieux encore, où la censure bâillonne tous les opposants, qui sont eux nécessairement d'accord avec le point de vue des occidentaux mais ne peuvent pas le dire. Il s'agit toujours de trouver quelqu'un à vouer aux gémonies pour rappeler ce qui est « bien » et ce qui est « mal », et où l'on retrouve toute la sémantique chrétienne du « pardon », de la « déchéance », etc.

- **L'évidence.** Particulièrement utilisée pour régler sans discussions les questions économiques, elle consiste à diffuser les dogmes ou les décisions gouvernementales sans jamais les remettre en question. C'est par exemple le cas de la « croissance », qui est toujours la voie nécessaire à la survie jamais remise en cause et dont le présentateur nous annonce les chiffres avec un air catastrophé : « la croissance ne sera que de 1,2 % cette année selon les experts »...

- **L'hagiographie.** Comme à la messe, le journal télévisé a ses saints à mettre en avant. C'est le portrait de quelqu'un qui a « réussi », soit qu'il vienne de mourir, soit qu'il ait « tout gagné », soit qu'il se soit « fait tout seul », etc. C'est le prisme de l'exception qui édicte le modèle à suivre en suscitant admiration et respect. « Voilà ce que vous n'êtes pas, que vous devriez être, mais ne pourrez jamais devenir, et que vous devez donc adorer », nous répète le journal télévisé en permanence.

- **Le voisinage.** Particulièrement efficace, il s'agit de dire que « la France est le dernier pays en Europe à aborder cette question ». C'est le mécanisme qui régit la sociabilité de base, l'appartenance au groupe par l'imitation, par la reproduction de ce qu'il semble faire ou être. Le présentateur nous dit alors « eux font comme cela, pourquoi faisons nous autrement ? », présupposant que notre manière de faire est nécessairement moins bonne. « *Travailler après 65 ans, aux États-Unis ça n'est pas un problème* ». Aucune analyse n'est jamais donnée des points positifs et négatifs du système voisin, seulement un regard « objectif », qui dit : « voilà comment ça se passe là, et pourquoi c'est mieux que chez nous ».

- **Le folklore.** Ici sont présentés, avec le sourire aux lèvres et l'indulgence pour l'artiste un peu fou mais qui ne fait finalement pas de mal, des gens qui vivent un peu autrement. C'est alors, et seulement dans ce genre de sujet, que le présentateur souligne le caractère « exceptionnel » des personnes qui vont nous être présentées, pour dissuader quiconque de suivre leur exemple.

Ce ne sont là que quelques exemples.

Anecdote et fatalité

Deux modes de représentation du monde bercent principalement le journal télévisé, et sont les deux principaux mouvements de diffusion des mots d'ordre : l'anecdote et la fatalité.

L'anecdote se trouve au début de chaque sujet. Tout part du fait particulier, du fait divers du jour, et s'étend vers le problème plus vaste qu'il semble contenir en lui-même, ou que les journalistes font mine de croire qu'il contient. C'est une rhétorique particulière qui se retrouve aujourd'hui à la base de tous les discours politiques ou journalistiques, un renversement de la logique, du déroulement effectif de la démonstration et de l'analyse du monde : c'est l'exception qui explique désormais la règle, qui la construit. Tout part du fait particulier pour se prolonger, comme si ce dernier détenait en lui toutes les causes et toutes les conséquences qui ont fondé la situation plus générale qu'il est censé démontrer. Le 20h ne se préoccupe jamais de décrire des phénomènes endémiques, ou les sort toujours de la chaîne d'événements qui les a amené à la situation présente. C'est une nécessité dialectique logique pour qui veut transmettre les consignes sans se mettre en devoir de les expliquer, sans quoi il se trouve obligé d'apporter de la complication à sa démonstration et se rend compte que les choses sont moins simples qu'il ne voulait les faire paraître. Pour que les mots d'ordre soient diffusés efficacement, il ne faut pas donner la possibilité d'être contredit, donc il vaut mieux ne rien expliquer. De toute manière, nous l'avons dit, il ne s'agit jamais de donner à *comprendre*, mais toujours à *apprendre*.

La fatalité, elle, berce l'ensemble du journal télévisé. Les événements arrivent par un malheurs contingent, un hasard distrahit qui touche malencontreusement toujours les mêmes (personnes, pays...). C'est une lamentation constante : « si les pompiers étaient arrivés plus tôt », « si le violeur n'était pas sorti de prison », « si l'Afrique n'était pas un continent pauvre et corrompu », etc. Elle est la base de toute religion puisqu'elle permet de ne rien avoir jamais à justifier, et rappelle le devoir de soumission face à la transcendance, puisque nous sommes toujours « dépassés ». La fatalité revient sonner en permanence comme une condamnation, et ajoute avec dépit (mais pas toujours) : « c'est comme ça ». Le système se régule tout seul et est « le meilleur des systèmes possibles », l'homme est un être « mauvais » et passe son temps à « chuter » et à « rechuter » malgré toutes les tentatives de lui « pardonner », le pauvre est responsable de sa situation parce qu'il est trop fainéant pour chercher des solutions et les mettre en application alors même qu'on les lui donne, etc. C'est un soupir constant, un appel permanent à l'impuissance et à la soumission face à la souffrance. Le monde va et nous n'y pouvons rien...

Une fois les mots d'ordre transmis, le messenger divin peut nous donner congé, concluant le sermon du jour en n'omettant jamais de nous donner rendez-vous le lendemain à la même heure, puis disparaît, rangeant les papiers qui font foi de son

sérieux, la caméra s'éloignant, l'ombre grandissant, et se fondant progressivement dans cette sorte de musique qui ouvrait déjà la cérémonie.

Pierre Mellet

[1] Patrick Poivre d'Arvor, reconnu comme la star du journalisme français, n'a pas de carte de presse car ses revenus principaux ne proviennent pas du journalisme, mais de ses activités de conseil et d'écriture.

[2] 20h de France 2, lundi 6 août 2007.

[3] Stéphane Breton, *Télévision*, Hachette Littérature, 2005.

[4] Guy Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, Gallimard, Folio, 1996.

Pierre Mellet

Réseau Voltaire |

18 septembre 2007

<http://www.voltairenet.org/Comment-la-structure-rituelle-du>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19